



ReLatiONs

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 773
août 2014

L'Inde, terre de luttes et d'espairs

**Entre l'Inde qui brille
et l'Inde qui pleure**

**Nationalisme et
fondamentalisme hindous**

**La réinvention
de l'Inde millénaire**

Les campagnes en crise

**Le pays aux millions
de révoltes**

**Les Indiennes
à la conquête de leurs droits**



ARTISTE INVITÉ : BRUNO RICCA

7,00 \$



ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
Apprendre des réfugiés	9
Mario Brisson, s.j.	
LE CARNET	
DE NAÏM KATTAN	
Présence de l'histoire	10
SOIFS	
CHRONIQUE LITTÉRAIRE	
Poèmes sans âge	32
Marie-Célie Agnant	
AILLEURS	
L'Afrique du Sud, de l'apartheid à aujourd'hui	34
Marianne Severin	
EN BREF	36
DÉBAT	
Le microcrédit: outil précieux ou arnaque?	38
Lucille Daumas	39
Louis Favreau	
MULTIMÉDIAS	41
LIVRES	43

Couverture: Bruno Ricca, *L'enfant à la fenêtre*.
Photo prise dans la gare de Mysore, janvier 2013

DOSSIER

L'INDE, TERRE DE LUTTES ET D'ESPOIRS

L'Inde, terre de luttes et d'espoirs	12
Jean-Claude Ravet	
Entre l'Inde qui brille et l'Inde qui pleure	14
Aurélié Leroy	
Nationalisme et fondamentalisme hindous	17
Mathieu Boisvert	
Les Églises chrétiennes en Inde	18
Walter Fernandes	
La ghettoïsation des musulmans, terreau de l'islamisme	20
Jean-René Milot	
La réinvention de l'Inde millénaire	21
Entrevue avec Ashis Nandy, réalisée par Gilles Bibeau	
Les castes aujourd'hui	23
Gilles Bibeau	
Les campagnes indiennes en crise	25
Karine Peschard	
Le pays aux millions de révoltes	27
Anthony Dias	
Les Indiennes à la conquête de leurs droits	29
Karine Bates	

ARTISTE INVITÉ

Graphiste et photographe, **Bruno Ricca** se décrit également comme un épicurien. Il expérimente aussi bien avec des appareils photo en plastique qu'avec des appareils professionnels numériques. Il aime entre autres créer des portraits de dos et des images panoramiques verticales de plus de 180 degrés pour immerger le spectateur dans un univers particulier. À l'occasion du 75^e anniversaire d'Air France, le *National Geographic* a publié une de ses photos. En 2013, il comptait parmi les 333 lauréats du grand concours photographique organisé par le magazine *Photo*, pour lequel près de 50 000 photos étaient en lice.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti

TRADUCTION
Emiliano Arpin-Simonetti et Catherine Caron

DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATION
Jacques Goldstyn

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Yves-Marie Abraham, Gilles Bibeau, Gabriel Blouin-Genest, Eve-Lyne Couturier, Claire Doran, Céline Dubé, Guy Dufresne, Lorraine Guay, Mouloud Idir, Agustí Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant, Gregory Baum, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Amélie Descheneau-Guay, Naïm Kattan, Vivian Labrie, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada

Relations est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Érudit*, *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

ABONNEMENTS Ginette Thibault
6 numéros (un an): 40 \$ (taxes incluses)
Deux ans: 70 \$ (t. i.)
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781
Version numérique: ISSN 1929-3097
ISBN PDF: 978-2-924346-09-9

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) qui relève de Patrimoine canadien.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541
télééc.: 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revue-relations.qc.ca

F1, Mondial : plaisirs coupables

Les Brésiliens se révoltent contre les sommes investies par leur pays pour l'accueil du Mondial de football, pendant que leurs services publics sont gravement déficients et qu'on expulse des milliers de personnes de favelas (voir notre article en p. 5). Voir de telles protestations dans ce pays qui est la Mecque du foot, c'est littéralement comme voir les *junkies* se révolter contre leur *pusher*. Ainsi, parfois, la coupe est pleine. Les jeux sans le pain, ça ne passe plus. La présidente brésilienne Dilma Rousseff s'est retrouvée assise sur un ballon explosif. À l'heure d'écrire ces lignes, on ne sait si ce Mondial, sans doute ultra-sécurisé, déraillera ou non sous la pression sociale.

Manifestation d'un ras-le-bol répandu dans une grande partie de la population brésilienne, cette révolte sociale est certes signe de désespoir, mais elle est aussi une lueur d'espoir.

et pourtant, on en redemande... La Fédération internationale de football association (FIFA) ressemble à une mafia? Ce n'est rien, c'est le sport qu'on aime, pas les escrocs qui nous le vendent...

Il est pourtant grand temps de dire *basta!* à la FIFA, qui est la quintessence de l'organisation-parasite, du *corporate bum*: non seulement paie-t-elle peu d'impôts dans son pays (la Suisse) et fait-elle payer la majeure partie du Mondial par le pays hôte, mais elle exige, de plus, d'importantes exemptions fiscales pour elle-même et ses principaux partenaires, les multinationales qui commanditent l'événement, ainsi que les associations étrangères de football impliquées. Plusieurs centaines de millions de dollars vont ainsi échapper au Brésil. InspirAction, le pôle espagnol de Christian Aid, a lancé une campagne et une pétition internationales pour exiger la fin de ce scandale fiscal.

Le Grand Prix de Formule 1, dont le cirque s'arrêtait à nouveau à Montréal en juin, est de la même école. Entre autres affaires financières et de corruption, son grand patron, Bernie Ecclestone, a été ciblé cette année dans ce que la BBC a désigné comme étant peut-être la plus grande affaire d'évasion fiscale individuelle du Royaume-Uni. Mais ce n'est pas grave, on a besoin de lui pour faire rouler l'économie... Sa pétarade polluante inspirera ainsi les comportements arrogants de milliers de conducteurs de ces voitures obèses et sur-performantes qui envahissent nos villes. Certes, l'industrie de la F1 s'affiche carboneutre; mais acheter son droit de polluer et en compenser les effets par des projets pas toujours si écologiques et, surtout, par le biais des marchés financiers, reste une solution contestable à la crise climatique.

À quel prix le maire Denis Coderre est-il prêt à accueillir ce Grand Prix

pour les dix prochaines années? Dix-sept millions de dollars en subventions annuelles indexables octroyées par les pouvoirs publics, auxquels s'ajoutent 32,6 millions pour moderniser des équipements ne bénéficiant pas aux Montréalais. Tout ça pour des retombées réelles à démontrer, et de 3 à 5 millions en redevances... À l'heure de la «rigueur budgétaire» du bon docteur Couillard, ces millions ne seraient-ils pas nécessaires pour satisfaire des besoins plus urgents en santé ou pour le logement social? Quelle médecine faut-il donc prescrire à des élites qui s'imaginent conserver la moindre once de crédibilité en prétendant lutter contre la mauvaise gestion, la corruption, la pollution, le gaspillage, l'évasion fiscale, le sexisme et l'exploitation des femmes aussi, tout en se montrant bienveillants à l'endroit de tels événements?

Une société qui s' imagine que tout cela «fait rouler l'économie» est une société malade, servile et qui va étouffer dans l'étau funeste de ses contradictions. Le rôle social de la F1 est plus que contestable. Quant au foot, s'il offre une voie vers l'intégration, l'apprentissage de l'effort, de l'esprit d'équipe et du plaisir sportif partagé, il reste contaminé, sur le plan professionnel, par le règne de l'argent.

Certes, il faut faire rouler l'économie, mais il faut le faire autrement qu'à tombeau ouvert. Les méga-événements sportifs ne pourraient-ils pas être purgés d'une grande part de ce qui les déshonore? N'existe-t-il pas aussi d'autres exutoires, vecteurs de joie, d'excitation, de fierté et de passion – l'instinct de domination en moins? L'art, à ce titre, reste sans rival pour allier performance, ravissement et capacité d'élévation de l'âme et du cœur humains.

CATHERINE CARON



Photo : Bruno Ricca, 2013

Signe que l'indignation, la raison, le sens de la dignité humaine peuvent parfois l'emporter sur l'indécence, l'injustice. Signe aussi d'une faille grandissante dans l'attitude jouisseuse mais un brin masochiste qu'ont souvent les populations à l'égard de ces méga-événements sportifs. En effet, les gens aiment... ce qui leur fait aussi du tort. Ces événements siphonnent des fonds publics et laissent le coût de leurs externalités négatives à la collectivité en privatisant les profits,



Nuages sur la politique de lutte à l'itinérance

Le Québec s'est enfin doté d'une politique de lutte à l'itinérance, mais le retour au pouvoir des libéraux suscite de grandes inquiétudes.

PIERRE GAUDREAU

L'auteur est coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Marche pré-budgétaire du 16 mai 2014, organisée par le RSIQ et le FRAPRU. Photo : André Query

En février dernier, à quelques jours du déclenchement des élections, le gouvernement du Québec annonçait l'adoption de sa *Politique nationale de lutte à l'itinérance*. Les organismes communautaires, qui demandaient une telle politique depuis plus de huit ans, ont accueilli celle-ci très positivement. Dans un contexte où, pour un septième hiver consécutif, les ressources d'hébergement pour les sans-abri à Montréal ont vu un nombre croissant de personnes cogner à leurs portes, cela donnait de l'espoir.

Parmi les rares voix dissonantes, il y a eu celles des députés libéraux. « Où est le Plan d'action? » ont-ils twitté, en accusant la Politique d'être une coquille vide. Tous les acteurs concernés conviennent certes qu'un plan d'action, accompagné de mesures et d'investissements conséquents, doit suivre. Cela dit, l'adoption d'une politique instaurant un cadre et une vision était un préalable important, ce que n'a jamais reconnu le Parti libéral du Québec (PLQ). En effet, en 2008-2009, une commission parlementaire s'est tenue sur le phénomène de l'itinérance sous sa gouverne. Celle-ci a recommandé l'adoption d'une politique en matière d'itinérance dans les plus brefs délais. Or, le gouvernement Charest s'est contenté d'adopter, en 2009, un plan d'action sans grande vision, avec peu de moyens, et le phénomène de l'itinérance n'a fait que s'aggraver.

En campagne électorale, le PLQ n'a pris aucun engagement en faveur de la mise en œuvre de la *Politique natio-*

nale de lutte à l'itinérance, ni de façon globale ni sous l'angle de mesures spécifiques. Le logement social, l'aide sociale ou le soutien aux organismes ne font pas partie des « vraies affaires » qui préoccupent ce parti.

Cette politique fait de la lutte à l'itinérance un enjeu de société. Elle reconnaît la responsabilité de l'État dans la diversité d'actions à mener pour prévenir et réduire l'itinérance, tant sur le plan des causes structurelles que sur celui de l'organisation des services. Elle reconnaît aussi la responsabilité des institutions, tels les centres jeunesse, les hôpitaux et les établissements en milieu carcéral. Elle souligne autant l'importance de rehausser les revenus des personnes seules que celle de leur assurer un toit.

Comme plusieurs intervenants l'ont souligné, cette politique nationale est audacieuse en reconnaissant le droit au logement, ce que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec ne fait pas. Cette avancée est certes due en bonne partie à l'action soutenue des organismes de lutte à l'itinérance qui, en proposant leur *Plateforme pour une politique en itinérance*, ont porté sans relâche, depuis 2006, une vision qui s'incarne dans des droits : de cité, au logement, au revenu et à la santé.

Cette politique est aussi le fruit de l'action du Parti québécois, premier parti à avoir repris cette idée, qui s'est retrouvée dans les engagements du discours inaugural de Pauline Marois, en octobre 2012. Adoptée quelques jours après le budget Marceau, en février dernier, elle ne fut jamais sou-



mise au vote, mais contenait des actions ciblées, dont 500 nouveaux logements sociaux destinés aux sans-abri – mesure maintenue par le PLQ – et 6 millions de dollars pour des services de soutien en santé.

Certes, ce type de politique nationale ne fait pas disparaître un problème, mais positionne un dossier dans les affaires de l'État; elle énonce une vision d'une problématique, la définit et affirme des principes. Elle identifie des priorités qui se retrouvent dans les plans d'action qui s'ensuivent. La *Politique d'intervention en matière de violence conjugale* a en fourni un bon exemple; son cadre bien pensé a contribué à nommer et à faire reculer des réalités inacceptables. Cela s'est fait par le développement d'actions telles la consolidation des ressources d'hébergement pour les femmes violentées dans toutes les régions, par la réalisation de campagnes de sensibilisation pour combattre les préjugés et par un travail auprès des forces policières et des tribunaux pour qu'ils modifient leurs façons de faire.

Pour arriver à ce résultat, les groupes féministes ont dû assurer un suivi serré de la politique et maintenir la mobilisation. Il faudra faire de même avec la *Politique de lutte à l'itinérance*, en espérant que Philippe Couillard saura changer d'idée, lui qui s'opposait à l'adoption d'une telle politique à l'époque où il était ministre de la Santé. ●

« Il n'y aura pas de coupe du monde »

Les conséquences sociales de la Coupe du monde de football 2014 nourrissent une vive protestation populaire au Brésil depuis 2013.

JAMES FREEMAN

En juin 2013, la mobilisation populaire contre l'augmentation des tarifs de bus à São Paulo s'est rapidement répandue à l'ensemble du Brésil, un pays où les raisons de prendre la rue ne manquent pas. Recoupant un vaste éventail de causes, le mouvement a mobilisé quelque 1,5 million de personnes à son apogée, le 20 juin 2013, dont plusieurs centaines de milliers à Rio de Janeiro.

S'il est parfois difficile, dans le cas des mobilisations décentralisées d'aujourd'hui, d'identifier clairement toutes les raisons pour lesquelles les gens prennent la rue, à Rio, la révolte populaire était clairement un rejet du modèle de la ville néolibérale.

La Ville de Rio poursuit en effet une stratégie urbaine entrepreneuriale depuis au moins le début des années 1990, alors qu'elle était dirigée par le maire Cesar Maia. S'inspirant du « succès » des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, elle a engagé des consultants catalans afin de redessiner ses espaces publics et se lancer dans le circuit des méga-événements d'envergure internationale. Rio réussira finalement à se tailler une place dans le marché des méga-événements sportifs avec l'obtention des Jeux panaméricains, en 2007, qui deviendra son passeport pour l'organisation de la Coupe du monde de football de 2014 (dont la finale aura lieu à Rio) et des Jeux olympiques d'été de 2016.

Cette stratégie ne vise qu'à répondre aux besoins du capital et ne sert la population locale qu'à travers de très hypothétiques « retombées économiques ». Elle im-

plice la privatisation des services publics comme le transport en commun et la réalisation de la plupart des interventions urbanistiques sous la forme de partenariats public-privé. L'argent public est donc dépensé pour favoriser les profits privés pendant que les pauvres sont de plus en plus déplacés de force et la ville restructurée en fonction des intérêts d'une minorité fortunée.

Ces intérêts, quels sont-ils au juste? À l'échelle globale, il y a d'abord ceux de la FIFA et du Comité international olympique, qui vendent aux médias leurs droits de télédiffusion et signent des ententes de commandites avec de grandes marques comme Visa et Coca-Cola, qui verront leur image associée à celle de Rio de Janeiro. Ensuite, il y a les intérêts des multinationales brésiliennes de génie-conseil comme Odebrecht et OAS, qui ont obtenu la part du lion des contrats publics pour la construction de stades, d'aéroports et

d'autres infrastructures de transport. Enfin, on constate que plusieurs projets associés à la tenue des deux méga-événements visent à faire bondir la valeur du marché immobilier dans certains secteurs de la ville, notamment le vieux port de Rio, le village olympique, les zones bordant les nouvelles routes ou se trouvant à proximité de favelas.

Ces activités économiques ne pourraient avoir lieu sans la « pacification » de certaines favelas dont l'emplacement est stratégique. En effet, quelle image aurait la ville si la favela de Mangueira, située en arrière-plan du spectaculaire stade Maracanã, était toujours contrôlée par des gangs de trafiquants de drogue? La vaste entreprise de visibilité internationale et de relations publiques déployée par la Ville de Rio pour consolider son image de marque se retournerait contre elle si les médias étrangers pouvaient déambuler à leur guise dans les favelas pour interviewer des adolescents armés jusqu'aux dents. Le Mondial de football et les Olympiques permettent ainsi de justifier des interventions militaires à

L'auteur est chargé de cours et professeur associé au Département de géographie, urbanisme et environnement de l'Université Concordia



Jacques Goldstyn



grand déploiement dans le tissu urbain, menées sous le signe de l'état d'exception, court-circuitant le processus démocratique et la recherche de véritables solutions aux problèmes de la pauvreté, de la drogue et de la violence.

Aussi, des travaux de «réfection» en tout genre ont été menés dans des favelas bien ciblées, fournissant un prétexte idéal pour en démanteler des grands pans. Au moins 19000 familles ont été déplacées sous différents pré-

textes depuis l'entrée en poste du maire Eduardo Paes, en janvier 2009. La plupart sont envoyées dans des logements sociaux situés dans la périphérie ouest de la ville, à trois heures de transport en commun (privatisé) de leurs lieux de travail, leurs écoles et leurs réseaux sociaux. Le Comité populaire pour la Coupe et les olympiades, une coalition qui regroupe plusieurs organismes préoccupés par les coûts sociaux de ces événements sportifs, estime qu'environ 100 000 personnes seront déplacées à travers le pays en raison de la Coupe du monde.

Tout ce processus de privatisation des profits et de socialisation des coûts a été imposé à la population sans consultation démocratique. Ces dépenses faramineuses sont par ailleurs faites dans un pays où les systèmes publics d'éducation et de santé sont clairement déficients. La population a eu raison de prendre la rue pendant les «journées de juin», en 2013, en scandant «Il n'y aura pas de Coupe du monde!». Elle aurait tout autant raison de le faire cette année. ●

Ce que révèle la réélection de Bouteflika

Le scrutin du 14 avril dernier, en Algérie, témoigne du mépris d'une oligarchie qui fait tout pour se maintenir au pouvoir.

MOULOUD IDIR

Les récentes élections présidentielles, à l'issue desquelles le président Abdelaziz Bouteflika a été réélu avec près de 82 % des voix, auront été un autre rendez-vous manqué. Ce régime militaro-politique ne cesse de multiplier les subterfuges, avec grand mépris pour la population. Même si le chômage et la corruption gangrènent actuellement l'Algérie et sont un terrain fertile à une radicalisation, l'embellie financière – essentiellement attribuable à la manne pétrolière – permet à l'élite d'acheter une relative paix sociale. Cela se fait en domestiquant une partie de la classe politique et du tissu associatif par une logique clientéliste de cooptation.

Pour les parrains traditionnels des élites algériennes – les États-Unis et la France –, Bouteflika s'avère un allié régional indispensable pour consolider des prés carrés que leur disputent désormais les pays émergents. L'oli-

garchie algérienne marchande avec l'allié étasunien dans les domaines de la sécurité et de l'énergie.

Dans ce contexte, le régime oligarchique use de différents subterfuges pour amadouer la population. Il brandit entre autres la menace à la cohé-

sion nationale et invoque le «péril islamiste», comme ce fut le cas après les élections législatives de 1991-1992, qui ont été suivies de violences ayant fortement ébranlé la population.

Le taux de participation de 51 % aux récentes élections témoigne du fait que la population attendait peu de l'exercice électoral. Elle l'entrevoit comme un simple instrument de l'État qui s'appuie sur une classe affairiste et

L'auteur est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

Des jeunes du mouvement Barakat («Assez») appelant au boycott des élections présidentielles, en mars dernier à Alger. Photo: PC/Anis Belghoul





opportuniste. Une partie de l'élite considère en effet l'État comme le seul garant de l'unité, d'où son parti pris autoritaire sous prétexte de moderniser les mentalités. Cette conception restreinte de la démocratie ne tient pas compte du lien entre le politique et le social.

À cet égard, nous assistons en Algérie, comme ailleurs dans la sous-région, à l'émergence de catégories sociales dont les membres n'avaient pas pu s'exprimer jusqu'à maintenant sur les choses de la Cité. Nous sommes témoins d'une véritable appropriation des espaces publics et de formes de mobilisation inédites. Dans ce contexte, la rue n'est pas seulement un espace social, mais aussi un lieu de conflits et de luttes politiques.

Dans tout le pays, des citoyens organisent quotidiennement des mobilisations pour améliorer leurs conditions de vie. Les chômeurs et les travailleurs précaires revendiquent de meilleurs emplois. Des luttes syndicales s'organisent pour améliorer le pouvoir d'achat de la population et défendre le secteur public que le gouvernement du premier ministre Abdelmalek Sellal a affaibli, au profit des secteurs privés local et étranger. En effet, le centre de décision du régime s'est en partie déplacé de l'armée vers le monde des affaires. Les louanges du patronat pour les mesures économiques libérales de Sellal et les satisfécits des puissances impérialistes témoignent de cette transformation.

La parole politique se libère graduellement dans une société où la sphère politique doit s'affranchir non seulement du poids du religieux, mais aussi et surtout des sphères militaire et policière, de même que d'un affairisme mafieux.

Ainsi, lorsque les élites algériennes font état du « spectre des soulèvements populaires », elles expriment surtout leur hantise que l'exercice démocratique ne soit plus réservé aux seuls professionnels dociles de la politique et aux oligarques qui en font une chasse gardée.

Le Front des forces socialistes, de même que de nombreux groupes et personnalités, plaident pour une conférence nationale regroupant l'ensemble des acteurs sociaux en vue d'élaborer une Assemblée constituante. Des acteurs sociaux importants comme le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, le Rassemblement Actions Jeunesse et la Ligue algérienne pour la défense des droits humains s'ajoutent

à ce front. Les consultations se multiplient pour mettre en place des alliances efficaces et des plateformes communes. S'il faut reconnaître un avantage au quatrième mandat de Bouteflika, c'est celui de rassembler de manière pacifique des discours et des actions en faveur d'un changement de régime. ●

L'autonomie autochtone aujourd'hui au Québec

Revendications et nouveau leadership autochtones ont été au cœur de la Journée d'étude organisée par le Centre justice et foi.

PIERRE LEPAGE

Les participants à la Journée d'étude intitulée « L'autonomie autochtone aujourd'hui au Québec » organisée par le Centre justice et foi, le 12 avril dernier, ont été particulièrement nombreux, signe que la visibilité grandissante des mouvements de résistance autochtone dans le débat public suscite un besoin de compréhension de la réalité autochtone au Québec. C'est notamment ce besoin que cherchait à combler cette journée d'étude en abordant de front les thématiques des revendications et du leadership autochtones.

En première partie de journée, la question des revendications a été présentée sous l'angle de la distinction entre droits historiques et droits nouveaux. M^e Renée Dupuis en a abordé les différents enjeux par une explication très éclairante sur l'évolution, au Canada, de la pensée juridique relative aux droits des peuples autochtones.

S'il y a un fait juridique à retenir, c'est l'arrêt Calder, rendu en 1973, par la Cour suprême du Canada. Il marque un tournant fondamental dans les relations entre Autochtones et allochtones: il « a renversé 100 années de jurisprudence » fondées sur l'exigence de fournir une preuve tangible de l'existence écrite des droits réclamés. Dès lors, Ottawa a mis en œuvre un processus de revendications territoriales (globales et particulières) permettant aux Autochtones d'espérer un règlement de leurs revendications, particulièrement dans des provinces comme le Québec et la Colombie-Britannique, où des traités relatifs aux terres n'avaient jamais été conclus.

Le témoignage du chef de la communauté innue de Mashteuiatsh au Lac-Saint-Jean, Gilbert Dominique, quant à la négociation engagée il y a plus de 30 ans entre les Innus, Ottawa et Québec, a illustré de manière éloquent la complexité de ce processus. Même si les changements de gouver-

L'auteur, anthropologue, est consultant en affaires autochtones et en droits de la personne



nements ont un effet direct sur la cadence des négociations et que certaines décisions politiques ont porté atteinte à l'entente de principe conclue en 2004, il s'est dit confiant d'aboutir à une entente finale en 2015. Sa seule crainte est la perte de confiance de la population qui «affecte la crédibilité du processus de négociation».



Viviane Michel, présidente de Femmes autochtones du Québec, lors de la Journée d'étude.
Photo : Gilbert Pilette

La deuxième partie de la journée a ensuite permis de mettre les participants en contact avec les personnes qui incarnent le nouveau leadership autochtone, notamment celui de la jeune génération (25-50 ans). Comme l'a fait remarquer Viviane Michel, présidente de Femmes autochtones du Québec depuis 2012 et Innue de Maliotenam sur la Côte-Nord, le nouveau

leadership est grandement marqué par l'apport des femmes. À titre d'exemple, au sein des conseils de bande, sur 250 postes, 103 sont occupés par des femmes. Attestant cette nouvelle donne, l'ancienne grand chef de la nation Atikamekw et présidente du Conseil de la nation Atikamekw de 2006 à 2013, Eva Ottawa, a témoigné de façon émouvante de son parcours personnel et de ses aspirations futures. Face au processus de négociation avec les gouvernements dans lequel sa nation s'est engagée, elle a aussi rappelé que la meilleure voie est celle de l'action, donnant en exemple la mise sur pied du Système d'intervention d'autorité atikamekw, un beau modèle d'autonomie en matière de protection de la jeunesse, adapté à la culture et à la réalité de ce peuple.

Chad Diabo, mohawk de Kahnawake, a abondé en ce sens et insisté sur l'importance de l'autonomie des nations autochtones en utilisant l'allégorie du *wampum*, une ceinture de coquillages qui a une signification importante au sein des nations iroquoises. Les deux voies parallèles qui y sont représentées rappellent que les relations entre Autochtones et non-Autochtones doivent se fonder non pas sur l'opposition ou l'ingérence au sein d'une autre nation, mais sur l'autonomie et le respect mutuel.

De son côté, Mélissa Mollen-Dupuis, cofondatrice de la section

québécoise du mouvement pan-canadien Idle No More (Fini l'inertie), a souligné, entre autres, que le mouvement a pris une ampleur inattendue au Québec parce qu'il a comblé le manque d'instances politiques autochtones en milieu urbain. Elle a également insisté sur l'importance de l'éducation populaire et de la création d'alliances avec des non-Autochtones. Ces alliances sont cruciales, comme l'a également souligné Viviane Michel, estimant que sans elles, «les gouvernements nous ignorent totalement [les Autochtones]». À cet égard, elle a rappelé les actions menées par la Coalition pour les droits des peuples autochtones, qui regroupe entre autres la Ligue des droits et libertés, Amnesty internationale et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Pour clore la journée, la poète-slameuse Natasha Kanapé-Fontaine a su communiquer les espoirs et les rêves de la jeune génération montante. Ce grand désir de communication et de collaboration aura d'ailleurs été un des aspects à retenir de la journée d'étude. Le contact des participants –en majorité des non-Autochtones– avec la nouvelle réalité autochtone a suscité un grand intérêt qui pourrait éventuellement porter fruit et, souhaitons-le, se traduire en de nouvelles solidarités. ●

Vous vous intéressez à l'Asie du Sud?

Le CERIAS réalise des études et des activités de formation sur sa population, sa culture, sa diaspora et ses liens commerciaux avec le Québec.

Consultez notre site www.cerias.uqam.ca



Centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora



Apprendre des réfugiés

MARIO BRISSON, S.J.

Ce qui me vient immédiatement à l'esprit lorsqu'il s'agit de m'exprimer sur mon expérience auprès des immigrants et des réfugiés, c'est cette parole de Jean: «ce que nous avons vu de nos yeux, ce que nous avons contemplé et ce que nos mains ont touché, car la vie s'est manifestée...» (Premier épître de Jean 1,1). Ce verset me nourrit quotidiennement et me donne la force de continuer, de durer, de garder l'empathie et la sérénité devant tant de personnes et de familles qui vivent la détresse des leurs, dont les conditions de vie sont extrêmes, voire infrahumaines.

En écrivant ce billet, je me sens pris dans un débat intérieur: est-ce qu'en parlant en leur nom, je ne fais rien d'autre que parler de moi, ou si je les laisse plutôt s'exprimer à travers mes propos? Spontanément, il me semble que cette tension trouve une issue paisible, car je connais et comprends les situations de ces personnes qui viennent solliciter la Compagnie de Jésus pour le parrainage d'êtres chers. C'est dans cette perspective que s'ouvre en moi un nouvel horizon, une conception de ce que peut signifier le paradigme du vivre-ensemble. Le «nous», c'est le fruit de cette rencontre. Je considère comme un privilège de participer à cette œuvre humanitaire qui se fait proche des réfugiés et des immigrants, qu'ils soient d'origine rwandaise, érythréenne, éthiopienne, afghane, pakistanaise, irakienne ou syrienne, et de croyances religieuses si diverses.

Cela me rappelle la phrase d'un de mes professeurs de philosophie: «Si vous voulez connaître, comprendre, il faut entrer dans le pays de votre auteur». Trouver une façon d'entrer dans son horizon. Il me semble que lorsque nous parlons de l'intégration des nouveaux arrivants, il ne faut pas oublier que cela se fait dans les deux sens. S'opère alors une fusion des horizons, qui fait de moi et de l'autre un «nous», un peuple qui évolue et se tourne vers l'avenir.

J'ai été témoin maintes fois du courage et de la détermination des nouveaux arrivants que j'ai rencontrés. Par exemple, cet Érythréen qui, dès la première semaine de son arrivée, avait déjà trouvé un emploi alors qu'il avait peu de ressources, ne connaissait pra-

Chaque fois que nous accueillons des réfugiés, non seulement nous nous enrichissons humainement, mais nous participons aussi à une œuvre de justice et de libération.

tiquement rien de notre culture ni de la langue française et ne possédait que quelques rudiments d'anglais. Ou cet ouvrier afghan sans instruction, qui s'est présenté à moi en présence de son père afin que nous puissions parrainer le frère de ce dernier. Il m'a appris en quelques mots ce que veut dire espérer. Comme il voyait mon hésitation à répondre à sa demande, il me dit à propos de son père: «donnez-lui une raison de surmonter sa peine, une lueur d'espoir même si cela prendra des années, car il craint pour la vie de son frère tous les jours. Permettez-lui de trouver, en son vieil âge, une joie de vivre.»

Je pense aussi à cet homme d'origine rwandaise dont le beau-frère a été

assassiné durant le génocide. Il souffre quotidiennement de penser que sa sœur et ses enfants pourraient connaître le même sort dans leur camp de réfugiés.

Combien je suis impressionné par les nouveaux arrivants et réfugiés qui renoncent à des projets personnels pour assurer l'avenir de leurs enfants. Par ceux et celles qui arrivent ici et qui ne peuvent exercer leur métier parce que leur formation n'est pas reconnue et qui, pris par l'urgence de travailler pour le bien-être de leur famille, acceptent d'abandonner leur carrière afin que leurs enfants puissent réaliser ce qu'eux-mêmes auraient voulu atteindre.

De tout cela, une conviction émerge: chaque fois que nous accueillons des réfugiés, non seulement nous nous enrichissons humainement, mais nous participons aussi à une œuvre de justice et de libération, faisant en sorte d'éviter qu'ils soient victimes d'une nouvelle forme d'esclavage, de la traite humaine, ou encore qu'ils deviennent des apatrides.

Nous participons ainsi à une forme de réconciliation avec le monde et nous faisons advenir une terre nouvelle. Mon contact avec les immigrants et les réfugiés m'apprend à être solidaire de celles et ceux qui sont prêts à lier le «Je» au «Tu», pour que le «Nous» puisse naître et dire: nous sommes un même peuple. La qualité humaine d'un peuple est directement proportionnelle à sa façon de prendre soin des laissés-pour-compte de la société. ●

L'auteur, jésuite, est responsable des parrainages de la Province jésuite au Québec



PRÉSENCE DE L'HISTOIRE

A lors que la mondialisation règne et entraîne une massification des identités, les questions d'origine et d'appartenance remontent à la surface. Il ne s'agit pas d'une régression par un retour à l'origine, mais d'une quête de définition de soi. Le piège est de tomber dans des identités mythiques auxquelles on s'accroche d'autant plus fanatiquement qu'elles sont imprécises et, souvent, imaginaires. L'histoire se transforme dès lors en paravent, devient un abri contre les autres, et l'idéologie entre en scène. Des politiciens assoiffés de pouvoir instrumentalisent une histoire qu'ils font sortir de l'ombre afin de prouver le bien-fondé d'une démarche. Le plus souvent, celle-ci est l'expression et la mise en action d'une ambition autoritaire personnelle qui se dégrade parfois en pratique dictatoriale. Pour se maintenir au pouvoir, des porteurs d'emblèmes font la promotion d'une histoire dont ils sélectionnent des épisodes par calculs tactiques ou délires paranoïaques.

Au Proche-Orient, par exemple, trois empires ont régné sur la région : les Sassanides (224-661), les Omeyyades (650-750) et Arabes abbassides (750-1258), et les Ottomans (1299-1923). Au nom d'un chiisme qui est surtout un rituel, des mollahs et ayatollahs ainsi que leurs représentants politiques (notamment en Iran) voudraient dominer toute la région afin de reconstituer un empire à l'image de celui des Sassanides, ce qui entre en conflit avec d'autres stratégies géopolitiques à visée hégémonique.

De son côté, le président égyptien Gamal Abdel Nasser a tenté de conjuguer le nationalisme arabe avec l'islam pour faire renaître un empire arabe

s'étendant de l'Espagne jusqu'à la Chine. Son rêve fut brisé par le désaccord entre plusieurs présumés porteurs de cette histoire, mais surtout peut-être en cherchant à devenir réalité. L'échec de Nasser fut suivi des tentatives de Saddam Hussein qui se posait comme successeur des Abbassides, une dynastie dont la capitale était Bagdad. Il confirmait sa prétention en voulant être également l'héritier de Nabuchodonosor, roi de la Babylone antique. Le président syrien Bachar el Assad s'est affirmé quant à lui comme le continuateur des Omeyyades, dont la capitale était Damas. Aujourd'hui, c'est l'islam de l'Arabie saoudite, appuyée par de riches émirats, qui prend le relais.

En Turquie, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a fait remonter à la surface un autre empire, celui des Ottomans. Au début du XX^e siècle, Kemal Atatürk avait éliminé l'observation des traditions religieuses vestimentaires et poussé l'adhésion au modernisme occidental jusqu'à l'adoption du Code Napoléon et de l'alphabet latin. Pour montrer son retour à l'islam, Erdogan a donc organisé une grande exposition à Istanbul pour célébrer ses prédécesseurs ottomans, dont l'empire s'étendait du Proche-Orient à la Hongrie. Sa démarche s'inscrivait dans un islam sunnite en rivalité avec l'islam chiite des mollahs iraniens.

On le voit, les recours à l'histoire comme paravent amènent des rivalités hégémoniques entre hommes politiques. L'instrumentalisation de l'histoire au Kosovo en est une autre illustration. La mondialisation ne préserve pas des conflits et des expéditions guerrières. De nos jours, l'histoire est encore reconstituée à des fins de domination au nom d'empires mythiques. Mais cette dangereuse tentative n'a rien à voir avec la recherche par des hommes et des femmes des liens et des références à une histoire

qui ne se limite pas à l'abstraction. Qu'on soit musulman tchéchène, chrétien copte, maronite ou arménien, juif séfarade ou ashkénaze, bouddhiste shintoïste, cela ne prend un sens que si l'on s'identifie à une culture commune vécue pacifiquement.

La route demeure cependant jalonnée de contestations et de rivalités. La mondialisation économique et financière, en plus de massifier les identités, provoque des déplacements forcés de populations ainsi que des migrations volontaires. Ces changements éloignent ces personnes de leur langue, de leur culture et de leur religion d'origine. Celles-ci subsistent dans des relents têtus, qui risquent parfois de se muer en fidélité quasi fanatique à des images du passé dont l'éclat s'affadit devant tant de réalités différentes.

Dans mon roman *L'anniversaire*, j'ai mis en scène un homme dont les parents sont originaires d'Alep en Syrie. Après une enfance vécue au Brésil et à New York, il étudie l'histoire québécoise à Montréal et s'y identifie. Son lieu d'adoption le conduit à adopter le passé de sa nouvelle société. Il découvre que cette histoire devenue sienne est une manière de construire son identité au présent. À 70 ans, il se rend compte que sa construction identitaire ne sera complète que s'il recouvre une histoire autre, celle de ses racines, qui ne sera nullement en contradiction avec celle à laquelle il a consacré une partie importante de sa vie. Cet homme constate que tout présent vécu dans sa réalité comporte le passé, mais pas un passé figé dans des formes immuables. C'est seulement ainsi que l'histoire devient une dimension du présent, une composante du réel. ●

L'Inde, terre de luttes et d'espoirs



Bruno Ricca, *L'enfant à la fenêtre*.
Photo prise dans la gare de Mysore, janvier 2013

Géant aux visages multiples et puissance mondiale en devenir, l'Inde connaît un essor indéniable depuis deux décennies, en dépit du ralentissement économique des dernières années. Le développement d'un capitalisme indien sur fond d'inégalités profondes entraîne son lot de transformations et de résistances dans lesquelles les mouvements sociaux jouent un rôle majeur, notamment dans le domaine de l'agriculture paysanne. Entre modernisation à l'occidentale, traditions millénaires et gestion d'un pluralisme politique, juridique, culturel et religieux vertigineux, la « plus grande démocratie au monde », qui sort tout juste d'une élection législative, négocie et invente sa modernité. Ce dossier se penche sur l'originalité et le dynamisme social de ce pays-continent.

L'Inde, terre de luttes

JEAN-CLAUDE RAVET

Véritable sous-continent, l'Inde est avec son 1,2 milliard d'habitants le 2^e pays le plus peuplé du monde – mais selon toute vraisemblance, elle détrônera la Chine au 1^{er} rang dans moins d'une décennie. L'Uttar Pradesh, l'un des 35 États de la fédération indienne, à lui seul, compte une population de 200 millions d'habitants, ce qui le placerait au 5^e rang mondial s'il était une nation. En plus des deux langues nationales, l'hindi et l'anglais, l'Inde a 21 langues officielles (divisées principalement en trois groupes linguistiques : indo-aryen, dravidien et tibéto-birman), qui varient selon les États. C'est sans compter les milliers de dialectes qu'on y parle.

Cette extraordinaire diversité s'exprime aussi dans le domaine religieux. En plus d'une forte majorité hindoue (80 %), elle-même divisée en une multitude de sectes, l'Inde possède aussi une importante minorité historique musulmane (entre 160 et 170 millions de personnes), qui en fait le 3^e pays musulman dans le monde après l'Indonésie et le Pakistan. Viennent ensuite les sikhs (concentrés au Pendjab) et les chrétiens, tous deux constituant 2 % de la population et, en nombre moindre, les bouddhistes, les zoroastriens, les juifs et autres adeptes des quelque 1700 religions recensées en Inde.

Par sa richesse culturelle, spirituelle et religieuse millénaire, l'Inde a depuis longtemps fasciné l'Occident. Mais à l'ère de la globalisation, ce qui attire le plus souvent les regards des médias, c'est sa croissance économique exceptionnelle, mesurée à l'aune du PIB, qui la fait émerger comme une puissance mondiale de plus en plus incontournable. Ce n'est pas de cette « Inde qui brille », marquée du blanc-seing des institutions financières internationales, dont parle ce dossier, sinon en arrière-plan. Mais de l'Inde des déshérités, des opprimés, des dépossédés, celle des 900 millions d'Indiens et d'Indiennes vivant avec moins de 2 \$ par jour (dont 600 millions avec moins de 1,25 \$ par jour), selon la Banque asiatique de développement. Cette Inde sacrifiée sur l'autel d'un développement ne visant que l'enrichissement boulimique d'une infime élite.

Le « miracle » indien est le plus souvent un mirage. Dans les campagnes, où vit 70 % de la population, mais aussi



dans les villes, même si elles hébergent la grande partie de la classe moyenne (10 % de la population). Aux côtés de la trentaine de villes indiennes de plus d'un million d'habitants (dont 3 de plus de 10 millions : Mumbai, Kolkata et Delhi), on compte une vingtaine de bidonvilles de plus de 200 000 habitants; le plus imposant, Dharavi, à la périphérie de Mumbai, en entasse un million. Voilà les destinations privilégiées de l'exode rural.

Ce sont là les fruits empoisonnés du virage néolibéral qu'a négocié l'Inde dans les années 1990, sous les directives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Le gouvernement n'a pas seulement tourné le dos à l'État social, mais il a précarisé l'agriculture paysanne au profit de l'agriculture intensive, axée sur l'exportation et les OGM, une véritable catastrophe pour une population à grande majorité rurale. Aux faillites massives d'agriculteurs se sont ajoutés des problèmes comme la déforestation, l'expropriation de terres agricoles (environ 2 millions d'hectares entre 1990 et 2008), le déplacement massif et forcé de populations, sans parler des problèmes liés à l'eau, cruciaux dans un pays qui abrite le cinquième de la population

et d'espoirs



mondiale mais à peine 4% des réserves d'eau douce. Notons en particulier la contamination des eaux de surface et le tarissement des nappes phréatiques –notamment au Pendjab, considéré comme le grenier de l'Inde.

Le fossé abyssal qui se creuse entre les riches et les pauvres alimente une véritable poudrière sociale. En plus des multitudes de mouvements sociaux résistant à la déposssession et à l'exploitation, on assiste à la radicalisation des luttes de type guérilla dans les régions montagneuses, riches en forêts et en minerais. On observe aussi l'instrumentalisation des tensions interethniques et religieuses qui s'exprime par la multiplication d'émeutes et la disparition des zones de mixité, notamment entre hindous et musulmans –ces derniers se réfugiant dans des ghettos. Le fait qu'un parti ultranationaliste, alliant idéologie néolibérale et fondamentalisme hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP), ait raflé la majorité des sièges au Parlement lors des élections de mai dernier, n'a rien pour rassurer. Ni le fait que son chef, le populiste et très controversé Narendra Modi –accusé d'incitation à l'émeute contre des populations musulmanes–, se retrouve premier ministre de l'Inde,

d'ailleurs. Tout le monde s'attendait à cette victoire, devant la grogne populaire que suscitait le Congrès national indien, principale composante de la coalition précédemment au pouvoir et devenu le symbole de la corruption systémique de l'État indien. Mais la plupart se consolait en pensant que le BJP serait minoritaire et allait devoir s'allier à d'autres partis pour gouverner, ce qui ne sera pas le cas. Cette victoire consacre ainsi la fuite en avant dans les recettes néolibérales qui sont une des importantes sources des problèmes brûlants de l'Inde d'aujourd'hui. Il n'est donc pas étonnant qu'on en vienne à exacerber politiquement le sentiment ethnique et religieux afin de détourner de la sphère politique la révolte des pauvres, de plus en plus laissés à eux-mêmes.

Le riche héritage culturel et spirituel de l'Inde, ainsi que sa longue tradition de luttes sociales et politiques non violentes, nous font cependant garder un regard confiant sur ce géant pris dans la tourmente. Les convulsions sociales dont ce pays est le théâtre sont à n'en pas douter le prélude à de nouvelles naissances, comme l'Inde l'a démontré tout au long de son histoire. Le courage quotidien, la force tranquille, la joie de vivre et la fréquentation familière avec le divin dont le peuple indien est le témoin admirable couvent mille promesses d'humanité. Elles sont déjà en germe, notamment dans le projet de réforme agraire et foncière en vue de faire justice aux millions de paysans sans terre, dans la démocratie villageoise participative et dans l'agriculture biologique et la protection de la biodiversité qui font rager les Monsanto de ce monde. ●

Photo : Bruno Ricca,
2013

« Mais moi je te remercie de ce que mon lot est avec les déshérités qui souffrent et portent le fardeau de la puissance, et cachent leur visage, en étouffant leurs sanglots dans l'obscurité. Car chaque pulsation de leur peine a palpité dans la secrète profondeur de ta nuit, chaque insulte a été recueillie dans ton grand silence. Et le lendemain leur appartient. O Soleil, lève-toi sur les cœurs qui saignent; qu'ils fleurissent en fleurs du matin, et que les torches des orgies orgueilleuses soient réduites en cendres. »

RABINDRANATH TAGORE, *LA CORBEILLE DE FRUITS*

Entre l'Inde qui brille et l'Inde qui pleure

La croissance économique n'est pas synonyme de développement pour tous en Inde. Les inégalités y ont explosé au cours des dernières décennies et l'arrivée au pouvoir du gouvernement affairiste de Narendra Modi n'augure rien de bon pour y remédier.

AURÉLIE LEROY

L'auteure, historienne, est chargée d'étude au Centre tricontinental (CETRI) et a coordonné le dossier « L'Inde, une modernité controversée » (septembre 2011) de la revue *Alternatives Sud*

L'Inde vient de réussir la prouesse de mener à bien le plus grand scrutin jamais organisé dans le monde. Quelque 815 millions d'électeurs ont été appelés aux urnes pour renouveler la chambre basse du Parlement et désigner le nouveau premier ministre – Narendra Modi, chef du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), parti nationaliste hindou – qui dirigera le pays pendant cinq ans. La réalisation d'une telle performance met en lumière plusieurs atouts de la démocratie indienne. Outre des élections libres et un multipartisme bien ancré, l'Inde se démarque par des taux de participation allant croissant depuis l'indépendance et qui ont atteint le taux record de 66,38% en 2014. Fait spécifique au sous-continent : les masses pauvres et analphabètes, politisées, votent massivement. Le fracas créé autour de la lutte contre la corruption a aussi incité nombre de jeunes à voter pour la première fois.

La nature démocratique du régime est un élément central du *soft power* indien que les autorités n'ont jamais manqué d'exploiter et de valoriser à leur avantage, mais le potentiel d'attraction du pays s'est considérablement accru lorsque libéralisation politique et dynamisme économique en sont venus à coïncider au tournant des années 1990, après les réformes adoptées par les autorités en bonne entente avec les institutions internationales. Cette singularité de l'acteur indien, dont les équivalents sont rares dans l'espace asiatique, est un élément qui a contribué à sa reconnaissance internationale comme puissance émergente.

Les réformes ont incontestablement dopé la croissance. La dérégulation interne de l'économie et son ouverture progressive vers l'extérieur ont marqué un tournant par rapport au modèle d'économie mixte et socialisante à la Nehru. Le système des licences qui bridait jusque-là les entrepreneurs indiens a été démantelé, laissant libre cours à leur esprit d'entreprise et à leur ambition. Sur le plan des relations économiques extérieures, des mesures importantes ont été décidées telles que la levée graduelle des quotas à l'importation, l'abaissement des droits de douane, la dévaluation de la monnaie et l'ouverture aux investissements étrangers.

Si ces réformes ont permis à l'Inde de se défaire de l'image de pays pauvre qui lui était associée, elles ont par contre échoué à résorber la pauvreté de masse. Les bienfaits annoncés de la « croissance inclusive » ne se sont ainsi pas avérés. Outre le fait que la croissance elle-même a fléchi – un taux de 5% en 2012 et 2013, par rapport à une moyenne de 8,2% entre 2007 et 2011 –, les retombées positives de celle-ci n'ont pas « ruisselé » jusqu'aux couches les plus pauvres de la population. En réalité, en misant sur le développement des classes moyennes urbaines et instruites et d'un secteur de l'économie (les services de pointe et de haute technologie), les dirigeants indiens ont favorisé l'émergence d'un segment de la population au détriment de l'ensemble. Les inégalités ont explosé, des fortunes colossales ont été créées et une classe moyenne (entre 10% et 15% de la population) a émergé.

Le fait qu'on estime que 70% de la population continue à vivre avec moins de deux dollars par jour n'est sans doute pas étranger au fait que les campagnes ont été les grandes oubliées, dans un pays où la majorité de la population reste rurale. Le taux de croissance annuel moyen du produit agricole a été d'à peine 2% dans les années 2000-2010 – sa part dans l'économie nationale ne cessant de diminuer –, alors que les secteurs industriels et des services enregistraient des taux records.

Le modèle d'économie mixte, en dépit des limites et contradictions qui le caractérisaient, était parvenu à mieux





Photo : Bruno Ricca,
2013

contenir les inégalités. Avec le virage néolibéral des années 1990, les différences socioéconomiques entre les castes, les classes et les communautés religieuses se sont accentuées, les lignes de fracture entre les régions se sont intensifiées et l'asymétrie dans les rapports entre hommes et femmes a été maintenue, voire renforcée. «Inde qui brille» et «Inde qui pleure» se côtoient. Classe moyenne urbaine dorée d'un côté; ruraux, *dalits* («intouchables»), *Adivasis* (tribus autochtones) et musulmans de l'autre. Deux trajectoires opposées d'un même «développement».

Ainsi, le départ de Manmohan Singh, qui a été l'un des grands architectes des réformes néolibérales des années 1990 et premier ministre sans interruption depuis 2004 (un fait rare en Inde), laisse entrevoir un héritage mitigé.

BILAN DE DEUX COALITIONS UPA

Le premier gouvernement de l'Alliance progressiste unie (UPA), une coalition dominée par le parti du Congrès national indien (communément appelé le Congrès), a été généralement apprécié de 2004 à 2009. Profitant d'une conjoncture économique favorable, il a réussi à créer un «équilibre» entre le programme pro-marché du premier ministre Singh et les préoccupations sociales portées par la figure emblématique de Sonia Gandhi, chef de file du parti du Congrès. Des politiques innovantes ont été mises en place. Mentionnons la *Loi nationale de garantie de l'emploi rural* qui garantit 100 jours de travail au salaire minimum dans les zones rurales. En dépit de pratiques mafieuses et

de ratés notoires, elle a contribué à améliorer les revenus et les conditions de vie de 50 millions de foyers par an depuis 2008, soit environ un quart des ménages ruraux du pays. Le *Right to Information Act* (2005) a pour sa part contraint les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à plus de transparence et permis de mettre à jour des pratiques frauduleuses à petite et grande échelle. La Mission nationale pour la santé rurale, visant l'amélioration des soins de santé dans les zones rurales, fait aussi partie des programmes qui ont soulagé le quotidien de nombre de ménages vulnérables. Elle a contribué à apaiser le climat social en écartant le spectre des flambées de violence interconfessionnelle que le pays a connues notamment en 2002, lors du massacre de 2000 musulmans dans l'État du Gujarat que dirigeait alors Narendra Modi.

Paradoxalement, alors que les mesures sociales et redistributives ont fortement pesé dans la reconduction de la coalition au pouvoir en 2009, le gouvernement UPA n'a pas poursuivi dans cette voie. Il a plutôt fait la part belle au marché et aux approches managériales et technocratiques, dans un contexte économique devenu défavorable qui a exacerbé le mécontentement contre lui.

Le ralentissement soudain de l'économie a en effet irrité la minorité privilégiée, habituée depuis dix ans à une forte croissance économique. En réaction, le parti du Congrès a tenté une offensive de séduction en misant sur une stratégie du «tout à la croissance». Plusieurs secteurs encadrés de l'économie comme le commerce de détail ont été



Photo : Bruno Ricca,
2013

ouverts à des enseignes étrangères, telles Walmart et Carrefour, avides de nouveaux marchés. Une large opposition qui craignait pour les petits commerces locaux en raison d'une concurrence déloyale et une attitude réservée des investisseurs ont toutefois freiné le processus. Ensuite, afin de limiter le déficit public, des aides publiques ont été réduites, affectant les plus pauvres de même que la classe moyenne.

La fuite spectaculaire des investisseurs étrangers depuis mai 2013 a aussi joué. Le resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine en est une des causes, mais les faiblesses structurelles de l'économie indienne également. Parmi les plus importantes : le déficit d'infrastructures en matière de transport, d'approvisionnement énergétique et de réseaux de distribution d'eau. À cela s'ajoutent la corruption et les lourdeurs bureaucratiques qui ont nourri la méfiance des investisseurs et attisé le ras-le-bol de la population. Rappelons le scandale des Jeux du Commonwealth de 2010 : entre 300 000 et 400 000 personnes ont été expulsées des alentours de Delhi pour faire place à des installations flambant neuves, construites au prix de violations flagrantes des lois et normes du travail, avec une généralisation du travail des enfants.

NARENDRA MODI ET LE MODÈLE GUJARATI

Narendra Modi a donc su instrumentaliser à son avantage cette vague de mécontentement en martelant l'idée selon laquelle la coalition UPA avait « ruiné » l'économie indienne et que le BJP, à l'inverse, la ferait « prospérer ». Depuis son accession au poste de chef du gouvernement du Gujarat en

2001, Modi se démarque par une vision économique ultra-libérale qui séduit le monde des affaires – au point que certains le surnomment le « Reagan indien ». Dans cet État, les entreprises bénéficient d'aides fiscales, de subventions et de taux d'intérêt avantageux. Mais ces largesses ne sont pas sans conséquence sur l'endettement croissant du Gujarat au cours des dix dernières années et posent la question d'un développement à long terme. Modi est craint et critiqué en raison des désastres sociaux et environnementaux que ses politiques ont engendrés – près du quart de la population gujaratie, par exemple, vit sous le seuil de la pauvreté –, de son goût pour la centralisation du pouvoir et de sa posture d'ardent défenseur de l'*hindutva* (nationalisme extrémiste hindou) liée à ses attitudes antimusulmanes.

Les perspectives futures sont donc incertaines pour l'Inde. La « croissance inclusive » du dernier gouvernement UPA avait échoué tant sur le plan de la croissance que sur celui de l'inclusion. Qu'en sera-t-il avec le nouveau gouvernement de Modi ? Son leitmotiv actuel de la « croissance à tout prix » – intenable à l'échelle du pays et aveugle aux inégalités – et son rôle dans l'émergence d'un « capitalisme de connivence » qui favorise certaines entreprises, semblent une solution douteuse au phénomène de la corruption qu'il prétend combattre. Par ailleurs, sa position sur les minorités laisse craindre qu'il ne soit pas un porte-parole exemplaire des intérêts des plus faibles. Espérons toutefois, comme le souligne Ganesh Devy dans *Le Monde* du 16 mai dernier, que « la diversité indienne opère comme valve de sûreté contre toute forme d'idéologie d'exclusion ». ●

Nationalisme et fondamentalisme hindous

Hindouisme et nationalisme s'enchevêtrent à des degrés divers dans l'histoire politique de l'Inde moderne, donnant souvent lieu à des tensions avec l'importante minorité musulmane.

MATHIEU BOISVERT

Le nationalisme et le fondamentalisme religieux sont deux concepts bien distincts. Il n'est pas rare cependant que l'un et l'autre soient intimement liés, que ce soit aux États-Unis, au Pakistan ou en Inde. Afin de comprendre ces deux notions et leur articulation dans le contexte indien, il importe de faire un bref retour historique qui nous permettra de contextualiser l'émergence, de saisir l'évolution et d'appréhender les manifestations contemporaines du nationalisme indien et du fondamentalisme hindou.

Dès le XVIII^e siècle, les Britanniques, utilisant leur pratique de «diviser pour régner», contribuèrent à créer en Asie du Sud une scission entre les diverses communautés religieuses qui, bien que différentes, cohabitaient en harmonie relative. L'instauration de deux codes civils distincts, hindou et musulman, n'en est qu'un exemple. Cependant, vers la fin du XIX^e siècle, cette distinction fut reprise et alimentée par plusieurs leaders nationalistes hindous qui mirent de l'avant l'identité religieuse comme une force pouvant mobiliser la population contre la puissance coloniale.

LES PÈRES DU NATIONALISME EN INDE

Bal Gangadhar Tilak (1856-1920) est l'un de ces nationalistes. Avocat, enseignant et journaliste, il était perçu par les Britanniques comme étant le «père de l'insurrection indienne». Afin de mobiliser les foules alors que la Couronne avait interdit tout rassemblement populaire à des fins politiques, Tilak utilisera la fête du dieu Ganesh pour promouvoir devant de grandes foules un message explicitement politique mettant l'accent sur la notion de *svaraj*, «l'auto-gouvernance». Il fut l'un des pionniers du mouvement *home rule*. Bien qu'utilisant le religieux à des fins politiques, son objectif était avant tout l'indépendance.

Vinayak Damodar Savarkar (1886-1966) fut pour sa part le premier à utiliser le terme *hindutva* («hindouité»). Son objectif était de rallier la majeure partie de la population du sous-continent sous cette bannière identitaire. Savarkar étant rationaliste et positiviste, l'*hindutva* était avant tout pour lui un sentiment d'appartenance à une culture sud-

asiatique dans laquelle le système des classes et des castes (*varna* et *jati*), propre à l'hindouisme, n'avait pas en soi de raison d'être, mais permettrait de créer un pays hindou. Il militait également pour la reconversion des hindous s'étant tournés vers le christianisme ou l'islam. Radicalement opposé à la partition du sous-continent, en 1947, il fut accusé de participation à l'assassinat de Gandhi, mais sera acquitté faute de preuves.

Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) est généralement perçu comme le «père de la nation indienne» et est connu pour le mouvement de désobéissance civile qu'il représentait. En 1921, il devint le leader du Congrès national indien, un regroupement civil et politique d'intellectuels indiens créé en 1885 afin d'entrer en dialogue officiel avec le gouvernement britannique et qui devint le principal parti politique à partir de l'indépendance, en 1947. À l'instar de Tilak, le concept de *svaraj* était le fondement de l'activisme de Gandhi; autour de celui-ci, cependant, gravitaient d'autres concepts tels *satyagraha* – «s'accrocher à la vérité» – et *ahimsa* – «non-violence». Ce sont ces deux concepts d'origine explicitement hindoue qui transformèrent la plateforme de Gandhi en une idéologie percutante.

Satyagraha devait être le fondement profond de sa doctrine. L'une de ces «vérités» à laquelle il faut s'accrocher est justement l'autodétermination des peuples, des nations, réifiant ainsi le *svaraj* de Tilak. D'autre part, la notion d'*ahimsa*

sous-entend que la lutte pour parvenir aux objectifs doit être virulente, engagée, omniprésente, mais nécessairement non-violente. Ces concepts gandhiens, d'origine sanskrite et strictement hindoue, auront une incidence directe sur l'avenir de la région. Le charisme de Gandhi permit de mobiliser des millions d'individus dans la lutte pour l'indépendance. Quelques mois après celle-ci, le 30 janvier 1948, il fut toutefois assassiné par un groupe paramilitaire nationaliste et fondamentaliste hindou fortement opposé à la partition du sous-continent et à la création du Pakistan, acceptées par le Congrès national indien.

Un autre courant qui permet de mieux comprendre la tension entre hindous et musulmans est celui incarné par Muhammad Ali Jinnah, créateur de la Ligue musulmane panindienne, en 1913, parti qu'il dirigea jusqu'à la création du Pakistan. Jinnah promouvait initialement l'unité entre hindous et musulmans dans le combat contre le colonialisme britannique. Cependant, en 1920, il se retira du Congrès national indien lorsque celui-ci accepta que les principes de *satyagraha* et d'*ahimsa* de Gandhi dominant dans sa plateforme; il estimait en effet qu'ils étaient empreints d'une idéologie fondamentalement hindoue et

L'auteur est professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM

La création de l'Inde et du Pakistan, en 1947, ne fit qu'alimenter l'opposition entre les deux identités, hindoue et musulmane.

religieuse ralliant des foules ferventes souvent très favorables à l'*hindutva* proposé plus tôt par Savarkar. Devant l'ampleur du mouvement gandhien, il opta pour la création d'un État distinct; c'est ce que prônait la résolution de Lahore de 1940, adoptée par les membres de la Ligue musulmane. La création de l'Inde et du Pakistan, en 1947, l'exode massif qui s'ensuivit et les massacres de chaque côté de la frontière ne firent qu'alimenter l'opposition, en territoire sud-asiatique, entre les deux identités, hindoue et musulmane.

C'est dans ce contexte que fut élaborée la Constitution de l'Inde entrée en vigueur le 26 janvier 1950. Les premières lignes du préambule affirment que le peuple de l'Inde vient de créer une république socialiste, démocratique et laïque qui se doit de protéger la liberté de pensée, d'expression, de culte, de croyance et de pratique de l'ensemble de ses citoyens. Le pays nouvellement formé se dote ainsi d'un outil juridique afin d'instaurer une nouvelle dynamique entre hindous et musulmans, bien entendu, mais également entre croyants de toute confession religieuse: la nouvelle république laïque indienne en sera une inclusive et pluraliste.

Modi a dû modérer ses ardeurs fondamentalistes afin de se faire élire par un électorat diversifié.

LE « NOUVEAU » NATIONALISME HINDOU

Dans les années 1980, un nouveau parti politique indien naquit, le Bharatiya Janata Party (BJP). Celui-ci, à l'instar de Savarkar jadis, incarne la droite fondamentaliste et promet la création d'une Inde hindoue. L. K. Advani, le prési-

dent du BJP à la fin des années 1980, fut d'ailleurs l'un des acteurs-clés des événements d'Ayodhya. Cette ville au nord de l'État indien de l'Uttar Pradesh est perçue par les hindous comme étant le lieu de naissance du dieu Rama, le héros de la grande épopée millénaire qu'est le *Ramayana*. Advani devint populaire en insistant sur le fait que la mosquée de Babri, construite par le premier empereur moghol Babur, fut érigée là où est né Rama lui-même et où se trouvait initialement un temple hindou en son honneur. Bien que sa rhétorique politique juxtaposait histoire et mythologie, la stratégie d'Advani fut un succès: des milliers d'hindous, devancés par des groupes de *sadhus* – ascètes, moines hindous – convergèrent vers Ayodhya en 1992 et détruisirent le monument historique. Les musulmans de toute l'Inde furent profondément choqués. En 2002, alors que plusieurs pèlerins hindous venaient de se réunir afin d'encourager la construction d'un temple en l'honneur de Rama, un train de pèlerins revenant d'Ayodhya prit feu; 58 personnes périrent. Certains accusent les musulmans d'avoir attaqué le train; d'autres suggèrent plutôt un accident technique. Il semble que le premier ministre du Gujarat de l'époque, Narendra Modi, incita les hindous du Gujarat à riposter, et plusieurs centaines de musulmans furent assassinés. Après cet événement, Modi fut déclaré *persona non grata* en Angleterre et aux États-Unis. Fraîchement élu premier ministre de l'Inde, le 16 mai dernier, Modi, maintenant chef du BJP, a toutefois dû modérer ses ardeurs fondamentalistes afin de rassembler une population plus large et diversifiée pour se faire élire.

Les Églises chrétiennes en Inde

WALTER FERNANDES

Les chrétiens en Inde ne représentent que 2,3% de la population, soit environ 29 millions de personnes. De ce nombre, 17 millions sont catholiques et le reste se partage entre orthodoxes et protestants. Les chrétiens de rite syriaque, qui représentent environ le quart de tous les chrétiens du pays, appartiennent à l'une des plus anciennes Églises du monde. Selon la tradition, l'apôtre Thomas serait arrivé en Inde en l'an 52 et serait mort en martyr en 72. Même ceux qui n'adhèrent pas à ce récit s'entendent sur le fait que les chrétiens sont présents dans l'État du Kerala depuis le IV^e siècle au moins. Une partie des chrétiens de rite syriaque est demeurée catholique, tandis que l'autre s'est révoltée contre les Portugais qui tentaient de contrôler et de « latiniser » leur communauté au XVII^e

siècle. Ces croyants appartiennent désormais à l'Église catholique syro-malabare.

Les Portugais ont évangélisé les territoires conquis de Mumbai, Goa et Mangalore sur la côte du Sud-Ouest, y implantant l'Église romaine, aux XVII^e et XVIII^e siècles. Mais le christianisme s'est répandu au-delà, dans les États d'Andhra Pradesh, de Tamil Nadu et de Karnataka grâce au jésuite Roberto de Nobili, qui amorça sa mission en 1606. C'était l'époque du mouvement *bhakti* (qui signifie « dévotion »), une mobilisation des basses castes pour l'égalité. La mission jésuite a pu ainsi s'inscrire dans un mouvement politique et offrir un message chrétien en dialogue avec la culture indienne, à un moment où le régime portugais cherchait à imposer la culture occidentale. Cela a démontré que l'Église catholique pouvait se fondre dans une culture hindoue. Un grand nombre de personnes appartenant aux basses castes l'ont rejointe, bien que Roberto de Nobili visait davantage la conversion de brahmanes (caste supérieure).

L'auteur, jésuite indien, est directeur de recherche au Arrupe Research Centre au Myanmar



et parsis, Modi a accepté de porter, pour la durée de l'événement, le turban sikh ou le chapeau traditionnel parsi. Cependant, lors d'une rencontre ultérieure organisée par un groupe musulman, il a catégoriquement refusé de porter le *tobi* ou *takiya* musulman. Cette timide ouverture du leader du BJP à l'égard des traditions autres que l'hindouisme – mais excluant l'islam, qui est pourtant la 2^e religion de l'Inde avec environ 170 millions de musulmans – pourrait toutefois n'être qu'une stratégie afin de rallier des appuis plus larges. Car la majorité des candidats du BJP ne semble pas la partager, comme en témoigne le commentaire de Giriraj Singh, leader du parti dans l'État du Bihar, à l'effet que ceux qui ne voteront pas pour Modi pourront se réfugier au Pakistan.

Il faut souligner que ces factions fondamentalistes – toutes confessions confondues – ne représentent qu'une portion de l'ensemble de

Photo : Bruno Ricca,
2013

À cet égard, lors de la récente campagne électorale, le discours du BJP était paradoxal. Modi, omniprésent dans les médias, s'est présenté comme étant ouvert aux autres traditions religieuses, affirmant toutefois que son parti, une fois élu, ne soutiendrait qu'une seule religion, qu'un seul credo et qu'un seul livre sacré : ceux que représentent la nation et la Constitution indiennes. Dans une même optique, à quelques reprises, lorsque convié à des rassemblements politiques organisés par des regroupements sikhs

la population indienne. La grande majorité des Indiens sont tolérants et partagent harmonieusement le territoire du village, de la ville ou du district qu'ils habitent. Certains sont plus religieux et les croyances et pratiques de leur tradition structurent leur quotidien jusqu'aux menus détails ; pour d'autres, la religion n'est qu'une identité de référence, sans grand impact sur leur existence. Cela dit, l'Inde demeure une république laïque où tout individu possède le droit inaliénable de pratiquer la foi qui l'anime. ●

Cela s'est poursuivi lorsque le régime britannique a changé les lois foncières (*land law*), privant ainsi les paysans sans terre, en majorité des *dalits* (« intouchables »), de la sécurité matérielle – déjà précaire – dont ils disposaient sous l'ancien système. Un grand nombre d'entre eux ont alors été déportés dans des conditions proches de l'esclavage pour travailler dans des plantations ou des mines britanniques aux Indes occidentales, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Afrique, et dans les îles du Pacifique. Lorsqu'ils croisaient des missionnaires qui partageaient leur quête d'égalité, les *dalits* les suivaient. Il s'agissait davantage de missionnaires protestants venant d'Europe du Nord et ayant connu les luttes des mouvements ouvriers. Les basses castes qui ont joint la mission de Nobile ont utilisé, quant à elles, les structures de l'Église pour se hisser dans la société qui les marginalisait, exclusion à l'origine de plusieurs luttes sociales.

Quant aux tribus autochtones, elles se sont senties attaquées lorsque les lois coloniales, ne reconnaissant que la propriété individuelle, ont transformé leurs terres commu-

nales en propriétés de l'État. Visées aussi dans leur culture et leur identité par les classes dominantes hindoues, elles ont vu le christianisme comme un rempart même si les missionnaires, pour la plupart, ne les comprenaient pas et considéraient leur culture comme des superstitions. Les tribus menacées ont fait du rassemblement dominical un lieu de résistance où elles pouvaient se tenir unies. De même, le fait que des jeunes venant de différentes tribus en guerre ont pu étudier ensemble dans les écoles catholiques leur a permis de se forger une nouvelle identité commune. Ils ont utilisé la structure de l'Église pour reconstruire leur fierté dans leur histoire et leur identité.

Aujourd'hui, les Églises chrétiennes doivent, dans un esprit prophétique, se montrer solidaires des luttes des tribus autochtones et travailler à l'égalité de tous les peuples. Elles doivent appuyer les tribus dans leurs aspirations en faveur d'une paix nourrissant une fierté identitaire capable d'être inclusive. Cela seul peut instaurer en Inde une paix véritable, basée sur la justice.

La ghettoïsation des musulmans, terreau de l'islamisme

JEAN-RENÉ MILOT

L'auteur est professeur associé au Département de sciences des religions et chercheur à la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté de l'UQAM

L'Inde compte entre 160 et 170 millions de musulmans, deux fois plus que l'Égypte ou l'Iran. Ceux-ci sont toutefois largement minoritaires, ne représentant que 13% de la population totale du pays. Pour la majorité d'entre eux comme pour la majorité des hindous, le fait de vivre dans un État laïque est compatible avec une allégeance religieuse avant tout personnelle. Cela n'empêche toutefois pas des franges islamistes de nourrir l'utopie de transformer l'Inde en un État islamique.

Les groupes islamistes actifs en Inde se rattachent à trois mouvances principales. La première est issue de l'École de Deoband. Selon son idéologie à saveur panislamiste, tout musulman, dans chacun des pays où l'islam est menacé, a le devoir sacré de défendre le territoire de l'islam contre les ennemis. En l'occurrence, ces ennemis sont les chrétiens et les sionistes qui attaquent des pays musulmans voisins. Cet appel au djihad est généralement resté rhétorique sans se traduire par des actes de violence en Inde.

La deuxième mouvance est celle du parti Jamaat-e-Islami, fondé en 1941 par Abu Ala Maududi, le tout premier théoricien de l'État islamique, une sorte d'État-nation moderne islamisé soumis à Allah, au Coran et aux normes de la charia. Propulsé par le succès de la révolution islamique iranienne de 1979, son parti a connu un succès électoral durable au Pakistan et au Bangladesh, où l'islam est largement majoritaire. En Inde, toutefois, cette stratégie étant inappropriée, le Jamaat s'est tourné vers une autre recette gagnante, celle que les Frères musulmans ont appliquée en Égypte et au Moyen-Orient : tout en prônant l'harmonie, il enjoint aux musulmans de s'engager dans l'action sociale et de convertir les non-musulmans quand c'est possible. Un rejeton djihadiste, désavoué par le Jamaat, le Students Islamic Movement of India, a été interdit par le gouvernement indien en 2001.

La troisième mouvance, le wahhabisme, provenant de l'Arabie saoudite, compte peu de membres du fait qu'il suscite un attrait culturel limité. En effet, l'islam indien¹ est très différent de celui pratiqué en Arabie saoudite : le soufisme, abhorré par les wahhabites, a exercé une influence marquante en Inde, non seulement auprès des musulmans, mais également dans la vie des hindous et des sikhs. Cela n'a pas empêché les monarchies du Golfe d'injecter des pétrodollars pour la construction de mosquées et d'écoles islamiques en Inde. Par ailleurs, le groupe djihadiste wahhabite le plus important, le Lashkar-e-Taiba (« Armée des

purs »), est placé sur la liste officielle des organisations terroristes par l'Inde et divers pays occidentaux.

En tant que minorité elle-même visée par le terrorisme fondamentaliste hindou, les musulmans indiens ne peuvent se passer de coalitions démocratiques qui rendent inopérantes les idéologies extrémistes. Toutefois, ces idéologies deviennent opérantes lorsqu'elles prennent racine dans le terreau fertile que constitue la situation précaire des communautés musulmanes indiennes. Ségrégation spatiale, discrimination, ghettoïsation et paupérisation sont autant de séquelles des émeutes intercommunautaires. Pour échapper à cette violence, des musulmans n'ont souvent d'autre recours que de fuir vers des bidonvilles. Victimes de discrimination sur le marché du logement, d'autres viennent se joindre à ces communautés par ailleurs facilement repérables et vulnérables au profilage résidentiel. C'est ainsi que disparaissent progressivement des zones mixtes où cohabitaient hindous et musulmans et que se forment des ghettos ethnoconfessionnels.

La ghettoïsation est à son tour porteuse de paupérisation : la vie aux marges de la société entrave l'accès à l'éducation et à l'emploi. Les jeunes musulmans deviennent alors une proie facile pour les stratégies de bienfaisance déployées par des groupes islamistes. En même temps, le travail à l'étranger – notamment dans les pays arabes du Golfe – devient un moyen providentiel de subvenir aux besoins d'une famille. Toutefois, de retour chez eux, les travailleurs ainsi exposés à un type d'islam rigoriste deviennent perméables à l'idéal islamiste de purification de l'islam indien, marqué au fil des siècles par les influences de la culture ambiante.

C'est sur cette toile de fond que le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi a été porté au pouvoir en mai dernier. Cela n'a pas de quoi rassurer les musulmans, en raison du rôle que Modi semble avoir joué dans les émeutes de 2002 au Gujarat alors qu'il y était au pouvoir (voir article de Mathieu Boisvert, p. 17). Plus récemment, le BJP promettait aux électeurs deux actions chères aux fondamentalistes hindous : construire un temple dédié au dieu Rama sur l'emplacement de la mosquée détruite à Ayodhya et imposer aux musulmans un code civil commun, étant entendu que ce code serait celui de la majorité, c'est-à-dire inspiré de l'hindouisme. Paradoxalement, c'est faire là ce dont rêve l'islamisme, à savoir transformer un État officiellement laïque en un État régi par une loi religieuse. Ce n'est pourtant pas ce dont rêvent la plupart des hindous et des musulmans, eux qui désirent voir inscrites dans une loi laïque commune les valeurs d'égalité et de liberté qui les unissent au-delà des affrontements entre extrémistes religieux.

1. Voir J.-R. Milot, « L'islam indien », dans *L'Inde et ses avatars*, Montréal, PUM, 2013, p. 333-358.

La réinvention de l'Inde millénaire

Entrevue avec Ashis Nandy, réalisée par Gilles Bibeau

Psychologue et sociologue d'origine bengalie, Ashis Nandy est considéré comme le père des études postcoloniales et culturelles en Inde. Actuellement à la tête du Committee for Cultural Choices and Global Futures, il a publié entre autres *The Romance of the State and the Fate of Dissent in the Tropics* (2004) et *A very Popular Exile* (2007), parus chez Oxford University Press à New Delhi. En combinant les apports de la psychologie culturelle et de la sociologie politique, ses travaux ont porté sur la critique des colonialismes, les diverses formes de nationalisme, les tensions entre religion et sécularité et la survie des cultures indigènes, entre autres sujets.

Gilles Bibeau : Comment l'Inde a-t-elle métabolisé l'héritage colonial qui lui a été transmis par l'Empire britannique? Quelles stratégies l'Inde d'hier et d'aujourd'hui a-t-elle mises en place pour résister à l'occidentalisation?

Ashis Nandy : Je ne crois pas qu'il suffise de répéter, comme le font souvent les intellectuels originaires des ex-

colonies, que les citoyens des pays hier colonisés vivent à la frontière de plusieurs mondes, et que cette situation hybride est particulièrement propice à engendrer des syncrétismes dans tous les domaines – du vêtement à la cuisine, des formes d'art aux visions du monde et aux systèmes éthiques – et à faire surgir le « revivalisme » des langues et des cultures locales, les nationalismes ethniques et les fondamentalismes religieux. Mais je me refuse par ailleurs à simplement faire écho, avec les héritiers de Frantz Fanon, aux cris des victimes de l'impérialisme occidental, ou encore à me demander, à l'exemple de mes collègues partisans des *Subaltern Studies*, si les ex-colonisés peuvent encore tout simplement parler, au lendemain de leur expérience de la colonisation.

À ces perspectives, j'oppose l'idée suivante: les intellectuels, les artistes, les scientifiques et les leaders politiques de l'Inde, et tout le peuple indien avec eux, se doivent de prendre la parole en leur nom propre sans avoir à se demander si les autres – qu'ils soient d'Occident ou d'ailleurs – les autorisent à le faire. De plus, il ne s'agit pas simplement, pour nous Indiens, de faire revivre le passé de l'Inde en tant que passé; il nous faut plutôt prendre appui sur les *vecteurs centraux* de nos traditions de pensée afin d'inventer des modèles nous permettant de construire le présent et de nous projeter dans l'avenir. Notre grand défi consiste à « remettre au travail » dans l'Inde d'aujourd'hui nos anciennes traditions de pensée et à les ajuster aux

L'auteur est professeur émérite au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal. Il a côtoyé Ashis Nandy à l'occasion de plusieurs séjours de recherche en Inde.



Photo : Bruno Ricca, 2013

situations neuves qui se posent. C'est du dedans même de sa propre histoire que l'Inde se doit de réapprendre à se penser elle-même, dans ce qu'elle a été au fil des siècles et dans ce qu'elle est en train de devenir.

J'ai insisté, dès mon ouvrage *The Intimate Enemy* (1983), sur les subtiles stratégies de résistance, de subversion et de retrait mises en place, dès l'époque du Raj (1858), par les populations indiennes. Face à l'imposition hégémonique de la culture impériale britannique, les Indiens n'avaient pas seulement le choix entre l'opposition, éventuellement par la violence, ou l'acceptation, en s'en accommodant, des valeurs apportées par le colonisateur. Ils pouvaient aussi opter – et ils l'ont fait – pour une troisième voie, celle du retrait et de la non-collaboration, qui est la voie du «non-joueur», mot utilisé en écho à la non-violence de Gandhi. Cette distanciation à l'égard des valeurs impériales a permis aux Indiens de jouer une autre partie, et ce, à partir d'autres règles que celles imposées par le colonisateur britannique.

Il faut bien sûr dénoncer l'ancienne oppression coloniale, mais il faut aussi remettre en mouvement notre propre pensée, dans la liberté et l'ouverture aux autres, de manière à trouver des solutions, à notre manière, aux problèmes qui se posent dans nos sociétés hier colonisées et aujourd'hui souveraines: inégalités sociales, conflits entre classes, corruption, etc. Les sujets postcoloniaux doivent désormais parler d'eux-mêmes et pour eux-mêmes, dans la fidélité à leur propre histoire en se détachant de l'expérience coloniale et de l'Occident. Il est urgent de redonner force, dans notre âge mondialisé, à la stratégie du non-joueur, laquelle se présente sous la forme d'une résistance qui vient constamment subvertir l'héritage occidental imposé aux pays qui furent occidentalisés. Dans les faits, ce que nous appelons la mondialisation n'est qu'un prolongement, sous un masque nouveau, des impérialismes d'hier, avec la différence toutefois – et elle est majeure – que la résistance des non-joueurs est aujourd'hui beaucoup plus forte qu'elle fut au temps des colonies.

G. B.: Quand vous parlez de l'illégitimité du nationalisme, que voulez-vous dire au juste? Comment définissez-vous le nationalisme légitime en Inde?

A. N.: Avec mon maître Rabindranath Tagore, je refuse toute forme de nationalisme dominateur et narcissique qui jette le moi collectif d'un peuple contre celui des autres, contre l'étranger du dedans comme du dehors. Un tel nationalisme ne peut que conduire à la destruction des sociétés. Dans ses conférences sur le nationalisme, Tagore s'oppose aux patriotismes agressifs qui dressent les nations



les unes contre les autres tout en souhaitant voir apparaître une nation indienne ouverte à la communauté humaine universelle. Seuls les peuples qui déploient «une vision de l'unité spirituelle» de l'humanité se maintiendront alors que «ceux qui développent constamment leur instinct de guerre» disparaîtront. Les nationalismes promoteurs d'intérêts nationaux égoïstes étaient à la mode quand Tagore proposait de construire la nation de l'Inde dans le refus d'opter pour une pâle imitation des modèles occidentaux.

Avec la mondialisation, on peut dire que le temps est venu, plus que jamais, de penser la pluralité de l'humanité dans une ouverture à ce qu'il y a de commun dans les sociétés humaines et non à partir des frontières nationales qui divisent les humains. Le pluralisme ne pourra cependant advenir entre les nations, et au sein même de chacune d'elles, que s'il est porté par un idéal de justice soucieux de l'égalité des citoyens et de la reconnaissance des différences. Quand l'Inde sera capable d'une telle ouverture, on pourra dire qu'elle est devenue une société véritablement démocratique, capable de conférer une vraie citoyenneté à tous les Indiens, quelles que soient leur origine, leur caste et leur religion. Et si nous atteignons cette destination, nous sentirons alors collectivement une authentique libération.

Pour échapper à la colonisation des esprits, il faut déployer notre stratégie dans deux directions principales: d'un côté, il faut s'attaquer à la tradition intellectuelle occidentale fournisseuse de catégories et de concepts pour

Photo: Bruno Ricca, 2013

penser tous les mondes, quels qu'ils soient; de l'autre, il faut conduire le combat chez nous, à l'intérieur même des sociétés hier colonisées. Dans une Inde où les citoyens se déplacent constamment entre religion et sécularité, entre villages et villes, entre l'est et l'ouest, un des grands défis consiste à savoir regarder vers l'avenir sans se détourner entièrement des croyances et pratiques du passé. En réponse à la question « Qu'est-ce qui unit l'Inde? », les Indiens reconnaissent que leur pays a connu une histoire de mouvements séparatistes, de violence sectaire, d'agitations communautaristes et de pogroms religieux. En dépit de tous ces événements tragiques, ils reconnaissent que leur

pays tient encore ensemble, sans doute parce qu'ils ont su tirer les leçons des profondes blessures infligées, au temps de la partition de 1947, à tous les citoyens quels qu'aient été leur religion, leur caste et leur niveau d'éducation. C'est à l'idéologie de l'État-nation homogène que l'Inde doit résister, tant est grande la diversité du pays dans tous les domaines.

Il n'y a pas si longtemps encore, les élites des pays colonisés s'occidentalisaient massivement alors que les populations continuaient, en milieu rural surtout, à vivre à partir de leurs valeurs culturelles propres. Aujourd'hui, ces

Les castes aujourd'hui

GILLES BIBEAU

Dans un récit mythique du *Rig Veda*, le premier des grands textes védiques (1800 à 800 av.J.-C.), on raconte que le monde est issu du démembrement sacrificiel de l'homme primordial : de la bouche sont nés les brahmanes, des bras les kshatriyas, des mains les vaisyas et des pieds les shudras. Ces quatre *varna* – mot traduit généralement par « caste » – sont divisés en des milliers de *jati* qui forment des communautés ou des familles élargies dans lesquelles les individus pratiquent, mais pas toujours, des occupations particulières. À cette hiérarchie des *varna* s'est ajouté le groupe des « intouchables », aujourd'hui appelés *dalits*, situés au plus bas le long d'une échelle de pureté. Dans l'idéologie du mythe fondant le système des *varna*, le groupe advient avant l'individu de sorte que la naissance dans une *varna* et un *jati* détermine la position occupée dans l'organisation sociale ainsi que dans l'ordre de pureté, allant des brahmanes aux *dalits*, le contact avec ces derniers étant considéré comme « polluant ».

Le système profondément inégalitaire des castes a structuré, durant des millénaires, l'idéologie et l'organisation de la société hindoue : vivre une vie juste et remplir les devoirs qui incombent à sa caste devaient permettre de renaître dans une caste supérieure après la mort. Ce système s'est fortement affaibli, notamment depuis l'indépendance, car la Constitution indienne ne reconnaît pas le système de castes. Malgré cela, le système antique continue à s'imposer dans la vie quotidienne de la société indienne d'aujourd'hui – notamment pour le choix du partenaire dans le mariage, les interdits alimentaires, etc.

La politique énergique de discrimination positive lancée dès 1947 par le gouvernement indien a permis de corriger substantiellement les inégalités liées au système des castes. Les politiques de quotas dans le secteur public ont permis d'accélérer l'intégration des groupes les plus marginalisés, notamment les quelque 225 millions de *dalits* : des millions

ont été recrutés comme fonctionnaires, 90 sont membres de la Lok Sabha (Parlement) et quelques-uns sont chefs de gouvernement dans des États de l'Inde. Un *dalit*, K. R. Narayanan, a même été président de l'Inde de 1997 à 2002. Le Bahujan Samaj Party forme un puissant parti politique qui défend leurs intérêts tout en s'attaquant à l'ensemble du système des castes. Il reste cependant beaucoup à faire, notamment dans les entreprises du secteur privé, qui résistent vigoureusement à l'imposition gouvernementale d'une politique de quotas. Les plans gouvernementaux de développement continuent néanmoins à se structurer en fonction de la lutte contre l'injustice structurelle du système des castes et l'inégalité des chances qu'il engendre.

Les changements en cours ont bouleversé le système, les basses castes s'opposant désormais à leurs anciens exploiters. Les experts indiens considèrent cependant qu'il faut distinguer deux dimensions principales dans les castes : d'une part, le système lui-même en tant qu'édifice vertical gouvernant les relations entre les personnes et les groupes et, d'autre part, l'identité en tant qu'espace de reconnaissance et de revendication pour les membres d'un même *jati* ou *varna*. Dans le passé, c'est le système vertical qui prédominait; aujourd'hui, c'est l'identité commune au sein du groupe qui est centrale en tant que base permettant de mener des actions politiques. Une grande majorité des membres de ces différents groupes, ne voulant pas d'un retour au système des castes, font tout pour s'éloigner des occupations traditionnelles dans lesquelles leur vie a été autrefois circonscrite : les *yadavs*, par exemple, ne veulent pas être limités à l'élevage, ni les *jats* à l'agriculture, ni les brahmanes aux fonctions rituelles dans les temples. Ils sont néanmoins loyaux à leur identité respective, laquelle devient un levier pour leurs revendications.

Même si l'idée de caste ne correspond pas à celle de classe sociale – un brahmane, par exemple, pouvant être plus pauvre qu'une personne provenant d'une basse caste et un *dalit* pouvant être millionnaire –, les deux tendent globalement à se recouper sous l'effet de la modernisation de l'Inde.

mêmes populations souhaitent souvent, en grand nombre, accéder à une vie meilleure dont le symbole est l'Occident pendant qu'une bonne partie de l'élite s'est transformée en ardente défenderesse du retour aux traditions culturelles, artistiques et philosophiques de leur pays. Le rouet de Gandhi ne fait plus partie, depuis longtemps, de l'imaginaire des villageois qui revendiquent désormais leur part de la richesse collective du pays; la dignité de la pauvreté chantée par le Mahatma est peut-être encore une composante du style de vie dans les villages, mais cette dignité est de moins en moins canonisée par les fermiers qui ont été acculés au suicide après avoir perdu leurs terres. À travers toute l'Inde, des jeunes urbains de classe moyenne rêvent de travailler dans des entreprises multinationales pendant que les jeunes des bidonvilles savent qu'un tel travail ne leur sera, le voudraient-ils, jamais accessible.

Notre grand défi consiste à « remettre au travail » dans l'Inde d'aujourd'hui nos anciennes traditions de pensée et à les ajuster aux situations neuves qui se posent.

G. B. : Comment le nationalisme hindou (*hindutva*) menace-t-il la sécularité de l'État indien? Pourquoi certains partis politiques ont-ils recours au religieux pour faire avancer leur idéologie?

A. N. : Les études montrent que le nationalisme hindou est largement responsable de la destruction de la mosquée Babri Masjid d'Ayodhya, des pogroms antimusulmans qui ont eu lieu au Gujarat, au Rajasthan et dans le nord de l'Inde et, plus largement, du recours massif au discours religieux lors des récentes campagnes électorales. La « vague safran » a certes été poussée par les leaders du Bharatiya Janata Party (BJP), mais il faut reconnaître que de nombreux autres groupes, religieux et politiques, sont aussi les promoteurs de l'idéologie de l'*hindutva* qui inspire tous les mouvements nationalistes hindous (voir l'article de Mathieu Boisvert, p. 17). Pour comprendre l'utilisation que les leaders politiques font du religieux, il faut examiner non seulement les dérives du processus de sécularisation de la société indienne, mais interroger également les processus qui conduisent certains groupes de citoyens à adhérer, sur les plans psychologique, social et culturel, à l'idéologie de l'*hindutva*.

Pour de nombreux chercheurs, le nationalisme hindou est la réponse apportée par des Indiens occidentalisés, urbanisés, de classe moyenne et souvent de caste brahmanique face à un déracinement culturel et psychologique qui provoque en eux anxiété et peur. L'*hindutva* trouve ainsi ses racines dans le sentiment de fragilisation ressenti par des Indiens déculturels des villes, trompés par les promesses de la modernité et abandonnés le long du chemin du progrès alors qu'ils continuent de rêver à la position éminente qu'ils devraient occuper dans la société, à la mesure des 80 % d'Indiens de religion hindoue. L'*hindutva* semble ainsi

surgir au cœur d'une tension qui afflige les hindous modernisés incapables de trouver une vraie défense psychologique pour faire face aux peurs venant du marché, de la vie dans les villes et de la modernisation. D'un côté, le nationalisme hindou exprime l'anxiété de citoyens qui veulent grimper les échelons de la société indienne moderne et qui craignent d'être poussés dans les rangs du prolétariat urbain par les classes supérieures; de l'autre, il traduit le désir chez ces mêmes citoyens d'être reconnus en tant que membres de la majorité du pays. Cette tension qu'ils vivent se canalise dans la peur de leurs compatriotes musulmans, même si ceux-ci forment eux-mêmes en Inde des communautés d'artisans en voie de prolétarisation. Ils se trompent de cible.

Paradoxalement, la croissance de l'*hindutva* semble s'être appuyée sur des « hérésies démocratiques » – l'État moderne, le nationalisme et l'identité nationale – qui n'ont pourtant aucune place dans la théologie hindoue. L'*hindutva* représente en effet, dans sa forme populaire dominante, les fondements d'une vision du monde qui associe, paradoxalement, un certain sécularisme à l'idéologie néolibérale. L'entrée de l'Inde dans la mondialisation a provoqué un repositionnement des hindous à l'égard de leur identité religieuse, laquelle s'est transformée, chez plusieurs, en un marqueur qui sert à définir le territoire de la nation. Un tel virage ne pouvait que provoquer discrimination, rivalité, violence religieuse et pogroms, notamment à l'égard des Indiens de religion musulmane. Heureusement, le nationalisme hindou possède des limites territoriales, à savoir les frontières de l'Inde occidentalisée et urbaine. Il a du mal à pénétrer dans l'Inde rurale où l'hindouisme résiste encore et dans les régions où les hindous sont moins portés à projeter leur peur sur les musulmans.

Si l'on veut s'opposer à l'avancée de la « vague safran », les choix sont clairs. Il ne suffit pas de proclamer que l'État doit parler le langage de la sécularité ou de lutter directement contre les diverses formes de nationalisme religieux. La solution me semble plutôt se trouver dans l'alliance à établir avec les forces qui s'opposent au projet néolibéral marginalisant de larges segments de la population. Tout comme l'impérialisme du XIX^e siècle – une autre pathologie du politique – s'est écroulé, l'*hindutva* mourra, bien que cette mort pourrait ne pas être aussi naturelle que dans le cas d'autres idéologies. L'euthanasie à laquelle il faudra recourir fait partie de ce qu'on appelle le politique: il ne suffira sans doute pas de simplement faire appel au respect des droits de l'Homme pour dresser un barrage face à l'énorme vague du fondamentalisme hindou qui pourrait déferler sur tout le pays. L'Inde se devra d'inventer des solutions, pour elle-même. ●

Les campagnes indiennes en crise

Les trois quarts des habitants de l'Inde vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture comme moyen de subsistance. Berceau de la «révolution verte» dans les années 1960, le pays traverse aujourd'hui une grave crise agricole.

KARINE PESCHARD

En Inde, l'agriculture intensive, introduite avec la «révolution verte» et fondée sur les entrants chimiques, l'irrigation et les variétés à rendements élevés, a certes permis une augmentation importante de la production de céréales. Mais alors qu'un nombre restreint de grands producteurs ont accaparé les profits de l'agriculture intensive, c'est l'ensemble des paysans qui en paient aujourd'hui le prix écologique: contamination des cours d'eau, baisse du niveau des nappes phréatiques, érosion des sols et de la biodiversité. De plus, l'accès à la terre demeure extrêmement inégal: 60% des ménages ruraux possèdent 5% des terres cultivables, alors qu'à l'autre extrême, 10% des ménages plus aisés concentrent 55% des terres.

LE PROBLÈME TENACE DE LA FAIM

Si les famines ont été enrayerées, la faim et la malnutrition demeurent un problème majeur. Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 214 millions d'Indiens – soit 17% de la population – souffrent d'un apport déficient en calories et micronutriments. Le problème est particulièrement aigu en milieu rural, où l'insécurité alimentaire touche trois personnes sur quatre.

En 2001, à la suite d'un litige d'intérêt public, des militants indiens lancent la Campagne nationale pour le droit à l'alimentation. La même année, la Cour suprême reconnaît le droit à l'alimentation comme un droit humain et partie intégrante du droit à la vie prévu à l'article 21 de la Constitution. Cette campagne a obtenu un certain nombre de succès au cours des dix dernières années, dont un décret de la Cour suprême obligeant l'État à fournir des repas

du midi aux enfants scolarisés, et des lois nationales sur la garantie de l'emploi rural et la sécurité alimentaire nationale. Mais aussi louables soient-elles, ces mesures se sont révélées insuffisantes pour changer la donne et s'attaquer de front à la précarité économique que subissent de nombreux paysans.

DÉTRESSE DANS LES CAMPAGNES

Dans les années 2000, le nombre élevé de suicides parmi les paysans qui cultivent du coton OGM choque l'opinion publique et attire l'attention sur leur situation. Selon le Bureau national de statistique criminelle, plus de 250 000 paysans se sont enlevé la vie entre 1995 et 2009. Si on considère que de nombreux suicides ne sont pas déclarés, le nombre réel est sans aucun doute plus élevé. Avec un sens de l'humour noir, les régions les plus durement frappées sont désignées par la population comme des «zones d'élimination spéciales», en référence aux Zones économiques spéciales¹ créées par les politiques de libéralisation.

Les causes de ces suicides sont controversées. Il semble toutefois clair que la fluctuation des prix agricoles dans un contexte de dérèglementation, l'absence de filet de sécurité sociale et un système de crédit usuraire rendent les paysans particulièrement vulnérables. Dans ces conditions, une mauvaise récolte due aux piètres performances du coton OGM ou à la sécheresse est souvent fatale. Triste ironie: les paysans s'enlèvent la vie en ingé-

L'auteure est anthropologue et chercheuse postdoctorale à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Photo: Bruno Ricca, 2013



1. Zones franches de production pour l'exportation où les entreprises ne sont pas soumises au droit du travail et bénéficient d'exonérations fiscales.

rant les pesticides mêmes qui sont à l'origine de leur endettement.

En 2004, une commission nationale sur les agriculteurs est mise sur pied pour analyser la situation de la paysannerie indienne. Son rapport confirme la précarité économique et la détresse de nombreux paysans, et reconnaît que ceux-ci ne peuvent faire face aux conséquences d'une mauvaise récolte quand elle est associée aux coûts élevés d'une culture comme le coton OGM. Malheureusement, peu de ses recommandations – que ce soit une augmentation significative des investissements publics en irrigation, la mise en place d'un système de crédit formel ou la promotion de technologies appropriées – se sont concrétisées.

POLITIQUES PUBLIQUES

L'initiative phare du gouvernement indien en matière de politique rurale est la *Loi nationale de garantie de l'emploi rural*, introduite en 2005. En vertu de cette loi, le gouvernement s'engage à garantir 100 jours de travail manuel rémunéré par année à chaque ménage rural. Bien que le Bureau du contrôleur et de l'auditeur général de l'Inde ait relevé un certain nombre de problèmes liés à sa mise en œuvre, le programme se révèle très populaire parmi les travailleurs journaliers.

Un autre programme public d'envergure pour le droit à l'alimentation a été approuvé en 2013. Après deux années de débats intenses, le gouvernement de l'Alliance progressiste unie (UPA) a coupé court à l'opposition du Parlement en faisant passer son projet de loi sous forme d'ordonnance. La *Loi sur la sécurité alimentaire nationale* prévoit ainsi la distribution de denrées de base subventionnées aux deux tiers de la population en situation d'insécurité alimentaire. Il est encore trop tôt pour en évaluer l'impact, mais la loi est critiquée tant à droite – en raison de son coût élevé, de l'ordre de 7,5 milliards de dollars US annuellement – qu'à gauche – parce qu'elle privilégie des mesures d'assistance sociale plutôt que de s'attaquer aux causes structurelles de la malnutrition et de la faim.

MOBILISATIONS SUR LA QUESTION DES SEMENCES

Avec l'accès à la terre, la question des semences est également cruciale en Inde. Le 3 mars 1993, plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs manifestent à New Delhi contre les négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui mèneront à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les organisations paysannes indiennes s'opposent en particulier à l'inclusion de l'agriculture dans les accords de libre-

échange. Leur mouvement porte le nom de *Beej Satyagraha*, qu'on peut traduire librement par « mouvement de désobéissance civile pour la défense des semences ». En effet, en plus de dénoncer la libéralisation de l'agriculture, les paysans indiens revendiquent leurs droits sur les semences, menacés par l'institution de droits de propriété intellectuelle sur les variétés végétales, les semences et les gènes en vertu du controversé Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Leur résistance persistera tout au cours des deux décennies suivantes, marquées par la libéralisation croissante du secteur agricole, l'entrée sur le marché indien d'entreprises transnationales telles que Monsanto et Syngenta, et l'introduction des cultures de coton OGM.

Sous la pression de la société civile et à la différence de nombreux pays, l'Inde a toutefois adopté, en 2001, la *Loi sur la protection des obtentions végétales et les droits des agriculteurs*. Cette loi introduit des droits de propriété intellectuelle sur les semences, comme l'exigent les accords de l'OMC. Elle accorde aussi des droits significatifs aux paysans. Ceux-ci, par exemple, sont reconnus comme « sélectionneurs » et peuvent obtenir des droits sur leurs semences au même titre que les sélectionneurs tant du secteur public que privé. Ils conservent également le droit de garder, utiliser, (re)planter, échanger, partager ou vendre leurs semences, y compris de variétés protégées, comme avant l'entrée en vigueur de la Loi. Bien que celle-ci garantisse des droits importants aux paysans, il reste qu'elle favorise la logique des droits privés sur les semences, y compris pour les variétés paysannes, plutôt que de favoriser leur libre circulation.

Comme le démontrent les mobilisations populaires, les pouvoirs publics doivent de plus en plus composer avec une société civile vigilante et mobilisée.

CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE INDIENNE

Malgré les succès obtenus par plusieurs campagnes et mobilisations populaires – comme la reconnaissance du droit humain à l'alimentation et des droits des agriculteurs, par exemple –, les politiques publiques rurales en Inde sont pour le moins contradictoires. Ainsi, alors qu'un moratoire national interdit la culture d'une variété d'aubergine OGM, le gouvernement s'appête à passer un projet de loi instituant une Autorité de réglementation de la biotechnologie dont l'objectif déclaré est de faciliter la commercialisation des variétés OGM. Et alors même que le gouvernement investit massivement dans un programme national de lutte contre l'insécurité alimentaire, sa politique de libéralisation des échanges agricoles contribue à augmenter la précarité économique de nombreux paysans indiens. Mais une chose est sûre : comme le démontrent les mobilisations populaires (voir l'article d'Antony Dias, p. 27), les pouvoirs publics doivent de plus en plus composer avec une société civile vigilante et mobilisée. ●



Le pays aux millions de révoltes

Devant le fossé qui se creuse entre les possédants et les démunis en Inde, une multitude de mouvements sociaux se lèvent et témoignent du courage et de la détermination de la population face à l'injustice.

ANTHONY DIAS

Obsédé par un modèle centré sur la performance économique strictement mesurée par le PIB et le taux de croissance, l'État indien est prêt à piétiner les droits humains et à polluer l'environnement. Ses politiques ont creusé plus profondément le fossé entre les possédants et les démunis, au point où l'inégalité est devenue l'un des plus graves problèmes du pays. L'Inde *mainstream*, l'Inde des villes et des élites rurales a prospéré ces dernières années aux dépens des tribus autochtones et des autres habitants des forêts, pour qui le «développement» a été synonyme d'appauvrissement et de marginalisation. Mais ils s'organisent en une multitude de mouvements pour revendiquer un développement qui réponde à leurs besoins.

DES LUTTES DE NATURES DIVERSES

Les mouvements sociaux en Inde peuvent être classés en quatre grandes catégories : les mobilisations des *Adivasis* et des habitants des forêts contre les projets invasifs de l'État ou le comportement prédateur des multinationales; la résistance des villageois contre de grands projets tels les barrages, les parcs industriels, les centrales nucléaires, qui menacent de les chasser de leur habitat et dégradent l'environnement; les campagnes de la société civile contre le crime et la corruption; les luttes sécessionnistes pour le droit à l'autodétermination dans le nord-est du pays et le Cachemire. Je m'attarderai ici aux deux premières.

De grands mouvements de masse, forts d'appuis internationaux, ont marqué les dernières décennies. Dans les années 1970-1980, par exemple, le mouvement de la Silent Valley, contre un projet hydro-électrique sur la rivière Kunthipuzha située dans l'État du Kerala, a réussi à faire pression sur la première ministre de l'époque, Indira Gandhi, pour que soit protégée cette vallée riche d'une grande biodiversité et abritant des espèces menacées. La zone est devenue un parc national et un processus obligatoire d'évaluation des impacts environnementaux préalable à la réalisation de tout projet majeur y a été mis en place.

Le mouvement Chipko (qui signifie «êtreindre» en hindi) a réussi pour sa part à protéger les arbres de la région du Garhwal dans l'État de l'Uttarakhand. C'est en enlaçant les arbres que ce mouvement, mené par des femmes de l'Himalaya dans les années 1970, a empêché leur coupe et le déboisement de vastes zones destinées aux activités de

Photo : Bruno Ricca, 2013

L'auteur, jésuite, est directeur du Xavier Institute of Social Research & Action à Mumbai

LA GUÉRILLA NAXALITE

Le précédent gouvernement de l'Alliance progressiste unie, dirigé par Manmohan Singh, voyait dans les groupes naxalites d'obédience maoïste la « plus grande menace à la sécurité intérieure » de l'Inde, avant même le terrorisme. Ces groupes d'extrême-gauche contrôlent presque le tiers des districts situés à l'est de l'Inde, connus sous le nom du Corridor rouge. La répression de l'État face à la violence sociale et politique est aussi choquante que contreproductive, l'injustice dont les populations de ces régions sont victimes, notamment le déplacement forcé et la pauvreté, étant à la source de cette guérilla – et non pas un simple problème de « loi et d'ordre ». Le gouvernement fédéral a, entre autres choses, lancé l'opération « Chasse verte », formant et armant des commandos chargés de chasser les naxalites de ces zones forestières riches en minéraux¹. **A. D.**

1. Lire Walter Fernandes, « Autochtones marginalisés de l'Inde », *Relations*, n° 758, août 2012.

LES DALITS

Un architecte de la Constitution indienne de 1950, et *dalit* lui-même, Babasaheb Ambedkar a initié un des premiers mouvements d'émancipation des *dalits*. Le mouvement Mahar dans l'État du Maharashtra a pris une ampleur nationale. Il a mené à la conversion en masse de *dalits* au bouddhisme, en protestation contre le système des castes de l'hindouisme qui les traite comme des êtres inférieurs. En plus de l'article 17 de la Constitution qui abolit la pratique raciste de l'« intouchabilité », l'État indien a dû promulguer en 1989 une loi sévère, la *Loi castes et tribus*, pour contrer les atrocités qui continuent d'être commises¹. **A. D.**

1. Lire Christine Mongin, « Opprimées de l'Inde », *Relations*, n° 707, mars 2006.

grandes sociétés. Il a fait école dans d'autres États indiens et ailleurs dans le monde.

Un autre mouvement important, mené par Medha Patkar¹ et l'écrivaine Arundhati Roy, a été lancé en 1985 pour sauver le fleuve Narmada. Il a contribué à une redéfinition des termes *développement*, *compensation*, *réhabilitation* et *droits humains*. S'il n'a pu empêcher la construction des barrages géants auxquels il s'opposait, il a réussi à forcer le gouvernement à prendre au sérieux la question du déplacement des populations touchées et à prendre davantage en considération les coûts humains et environnementaux du développement dans ses politiques. Il a aussi contraint de puissantes institutions financières comme la Banque mondiale à repenser leurs politiques.

Les résistances des populations indiennes s'inscrivent le plus souvent dans la tradition gandhienne de l'action non-violente; elles font souvent preuve d'inventivité et de persistance. La capacité de survie même des personnes étant souvent en jeu, elles prennent aussi parfois un caractère dramatique. Dans le cas du mouvement pour sauver le fleuve Narmada, en juin 2012, devant le refus des autorités d'entendre les demandes de compensation et de soutien des personnes menacées d'expropriation, quelque 250 personnes sont entrées dans les eaux montantes du fleuve dans une sorte de long suicide par l'eau. Ce n'est que lorsque les médias se sont intéressés à leur sort que le gouvernement a promis d'entendre leurs demandes et qu'elles en sont sorties, 13 jours après.

L'énergie nucléaire, considérée par l'État comme une nécessité dans un contexte où la population et la production sont toujours croissantes, est aussi un enjeu qui mobilise de nombreux groupes, en raison des dangers qui sont associés aux centrales nucléaires et des mesures d'indemnisation déficientes proposées aux populations déplacées. C'est le cas notamment à Jaitapur dans l'État du Maharashtra (une zone d'activité sismique rendant la chose d'autant plus inquiétante) et près de Kanyakumari, dans l'État du Tamil Nadu. Dans la plupart des cas, l'État va de l'avant avec ces projets, laissant la population en colère, anxieuse et insatisfaite.

Les résistances des populations indiennes s'inscrivent le plus souvent dans la tradition gandhienne de l'action non-violente.

Comme partout dans le monde, les activités de compagnies minières en territoires autochtones suscitent aussi des mouvements d'opposition en Inde. Mentionnons les luttes qui durent depuis 2005 dans l'État d'Orissa contre les compagnies Vedanta (Royaume-Uni) et POSCO (Corée du Sud), vivement critiquées pour leurs violations des droits des tribus autochtones de la région et des lois protégeant la forêt et l'environnement. Grâce aux relais d'ONG internationales, les pressions populaires portent fruit. En juillet 2013, un fonds de pension danois s'est retiré de ces projets invoquant l'insuffisance des améliorations en matière de droits humains et environnementaux.

REMÉDIER AUX CONTRADICTIONS

Dans ce pays, qui n'a de la démocratie que le nom, des millions de personnes, en particulier parmi les *Adivasis* et les *dalits*, n'ont pas le droit à la citoyenneté la plus fondamentale. Elles sont sans papiers et ne peuvent se prévaloir d'aucun droit, encore moins de privilèges. La situation est pire en ce qui concerne leurs droits économiques et sociaux, ce qui explique la montée des tensions et du mécontentement social que connaît l'Inde sous la forme de manifestations, de résistances et de conflits. Les succès de quelques-uns de ces mouvements sociaux sont toujours un signe encourageant, même si le chemin vers une paix sociale durable, basée sur la justice et l'équité, semble long et hasardeux. Ces « millions de révoltes » sont la démocratie en marche.

Dans ce long chemin de luttes, les riches traditions culturelles et religieuses de l'Inde, caractérisées par une relation symbiotique entre l'être humain et la nature, continuent d'être une source d'inspiration pour protéger l'environnement. Dans la période védique (1800 à 800 av. J.-C.), cette relation s'exprime par de nombreux hymnes à la nature. L'ensemble du cosmos est considéré comme un tout unifié (*Rta*) dans lequel tous les écosystèmes distincts convergent pour créer un univers harmonieux. Une autre notion importante, cette fois propre aux populations tribales, est celle du « bois sacré », rendant compte d'un mode de vie en étroite relation avec la nature. Les noms des tribus sont associés aux animaux et divers éléments de la forêt, par respect et vénération. Ce lien étroit et organique avec la nature est actualisé dans l'Inde contemporaine par une célèbre parole de Gandhi, qui inspire les mouvements écologistes: « La Terre peut répondre aux besoins de chacun, mais pas à l'avidité de tous. » ●

1. Elle était candidate du parti Aam Aadmi (parti de « l'homme ordinaire »), né des mobilisations de 2011-2012 contre la corruption, aux élections de 2014.

Les Indiennes à la conquête de leurs droits

Navigant entre droit traditionnel et moderne, les femmes indiennes inventent des façons de faire valoir leurs droits qui sont adaptées à leur contexte.

KARINE BATES

Bien que ces problèmes aient été très médiatisés dernièrement, il serait injuste de résumer la situation des femmes en Inde aux questions des inégalités et des viols collectifs. Injuste parce que globalement, d'immenses changements positifs ont marqué la vie des femmes depuis l'indépendance en 1947, qu'il suffise de mentionner l'augmentation du taux d'alphabétisation et de participation à l'économie, la diminution du taux de mortalité au moment de l'accouchement, et la représentation et la participation accrues des femmes en politique. Certes, de nombreux Indiens, qu'ils soient de la société civile, juristes, chercheurs ou militants pour les droits des femmes, s'entendent pour dire que les femmes n'ont pas atteint le statut d'égalité visé par la Constitution. Ils recon-

naissent toutefois que les choses vont toujours en s'améliorant bien qu'il reste des luttes à mener.

L'ORGANISATION FAMILIALE ET LA PLACE DES FEMMES

Dans l'ensemble, les femmes indiennes connaissent leurs droits et savent que des lois existent pour les protéger contre la violence domestique. Le problème de l'accès à la justice réside principalement dans le fait que la bureaucratie étatique est lourde, coûteuse et réputée comme étant largement corrompue. Faire face seule à une telle machine est très difficile. Pourtant, les femmes dénoncent de plus en plus les injustices, souvent avec l'aide d'ONG qui les accompagnent au poste de police ou chez un avocat, puis au tribunal. D'ailleurs, le fait qu'il y ait des manifestations et une plus grande couverture médiatique lorsque des viols collectifs sont commis, par exemple, semble révéler une augmentation de la dénonciation plutôt qu'une croissance du nombre de viols.

Au cours de mes recherches, j'ai constaté qu'une des sources des importantes difficultés auxquelles les femmes font face réside dans l'organisation familiale et dans l'im-

L'auteure est professeure agrégée au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal et directrice du Pôle de recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud du CÉRIUM



Photo : Bruno Ricca, 2013

portance du mariage dans la société indienne. Selon le modèle le plus répandu, après le mariage, la nouvelle épouse va vivre dans la maison de son époux, qui habite souvent avec ses parents ou dans une résidence très proche. Dans les deux cas, l'épouse a le devoir de s'occuper de ses beaux-parents et est intégrée au réseau familial de son mari, qui devient sa propre famille. Les mariages étant arrangés, il est possible que les époux se connaissent très peu. Ainsi, le mariage implique souvent que la jeune femme doive refaire son réseau de sécurité en s'assurant d'être acceptée par sa belle-famille. Ensuite, il est impératif qu'un enfant naisse de cette union, de préférence un fils, ainsi qu'en témoignent les chiffres : il y a en effet 933 femmes pour 1000 hommes en moyenne en Inde. Cette préférence s'explique entre autres par les raisons suivantes : seul un fils peut pratiquer les rituels funéraires au moment du décès des parents ; la filiation est patrilinéaire ; le fils prendra soin de ses parents lorsque ceux-ci seront plus âgés, tandis qu'une fille les quittera après son mariage. Cette préférence pour les fils est une des principales raisons qui explique le nombre croissant d'avortements sexo-sélectifs, une pratique pourtant illégale en Inde. Bien que près de 50 % des Indiens soient âgés de moins de 27 ans, la population indienne dans son ensemble vieillit. En l'absence d'un régime de retraite et d'un système de santé publics fiables, les personnes âgées ne peuvent pas envisager vivre de manière « autonome » à moins d'être très riches. Dans ce contexte, la famille demeure le principal réseau de sécurité pour l'ensemble de la population indienne.

Photo : Bruno Ricca, 2013



puis des siècles ne cèdent pas facilement la place au droit moderne. Pour les Indiennes, perdre leur mari risque d'accroître leur dépendance envers leur belle-famille, surtout si elles n'ont pas de fils ou si ces derniers sont encore trop jeunes pour pourvoir aux besoins de leur mère. Obtenir un droit indépendant de la lignée du mari est donc un phénomène d'exception.

Les visées égalitaires de la Constitution ont aussi encouragé la mise en place de dispositions législatives qui offrent aux femmes un droit à une pension alimentaire en cas de séparation. Un droit dont les femmes se prévalent de plus en plus depuis 20 ans, notamment grâce à l'aide d'ONG locales de défense des droits. Ces organismes ont développé une expertise d'accompagnement des femmes chez des avocats et au tribunal. Se présenter seule chez un avocat, au tribunal ou bien à la police – notamment dans les cas de violence domestique – est en effet un défi de taille. Les dédales procéduriers coûteux de la bureaucratie juridique ainsi que le jargon du droit moderne sont des obstacles majeurs à l'accès à la justice. Les accompagnatrices, si elles ne sont pas elles-mêmes avocates ou travailleuses sociales diplômées, proviendront de milieux économiquement défavorisés et auront reçu une formation juridique informelle.

LES DROITS DES FEMMES

La Constitution indienne prévoit l'égalité entre les hommes et les femmes. Après l'indépendance, de nombreuses réformes juridiques ont modifié le droit de succession pour assurer aux femmes le droit d'hériter d'une partie de la propriété de leur défunt mari. La mise en œuvre de ce droit reste cependant complexe. D'une part, environ 9 % des Indiennes sont veuves et, sur le plan spirituel, le lien du mariage persiste au-delà du décès du mari. D'autre part, les pratiques d'héritage patrilinéaire qui ont préséance de-

Il faut aussi savoir que revendiquer ses droits et les articuler dans le langage juridique dans un contexte où le taux d'alphabétisation des femmes est de 65 % – comparé à 82 % pour les hommes – tient souvent du tour de force. Les parents n'ont pas toujours les moyens d'envoyer leurs enfants faire des études supérieures. Et, lorsque les moyens financiers existent, il y a souvent une crainte de voir sa fille quitter le village pour vivre dans une ville où il n'y a que des

Les Indiennes apprennent à composer avec un pluralisme juridique où les seules solutions offertes par le droit moderne ne peuvent suffire à répondre à leurs besoins, ni à leur idéaux de justice.

inconnus. Dans les villages, de plus en plus de jeunes filles terminent leur secondaire mais restent ensuite à la maison en attendant de se marier. Travailler temporairement dans une compagnie à l'extérieur du village est mal perçu, car on ne pourra pas savoir si la jeune fille a toujours un « bon comportement » et cela diminue ses chances d'être considérée comme bonne à marier. La pression est forte pour que l'attitude et l'habillement des jeunes filles, et des femmes en général, fasse honneur à la famille et à la belle-famille. En accompagnant les femmes dans l'intégralité du processus de prise de conscience et de réclamation de leurs

droits, les ONG tentent d'augmenter la mobilité de celles-ci et donc de pallier les déficits d'accès aux droits. Mais dans la mesure où, malgré le phénomène d'urbanisation, environ 65 % de la population indienne réside toujours en milieu rural, des millions de femmes n'ont pas ou peu accès à du soutien de ce genre.

Ces quelques exemples nous montrent que les femmes indiennes cherchent des solutions adaptées à leur propre contexte. Pour ce faire, elles apprennent à composer avec un pluralisme juridique où les seules solutions offertes par le droit moderne ne peuvent suffire à répondre à leurs besoins, ni à leur idéaux de justice. Nous avons beaucoup à apprendre de leur refus de se résigner et de leur détermination. Beaucoup à apprendre, aussi, du courage quotidien de millions d'entre elles qui, dans les bidonvilles, arrivent à avoir des emplois – précaires et peu payés certes – tout en galérant pour s'assurer de pouvoir recueillir de l'eau dont leur famille a besoin et qui n'est disponible que deux ou trois heures par jour aux robinets publics. Ou de celles qui, en milieu rural, travaillent dans les champs sous un soleil de plomb pour un salaire de misère tout en se battant pour de meilleures conditions de travail. Il existe en Inde, au plus profond de la vie quotidienne, des millions de femmes battantes qui sont autant d'exemples de dignité. Des porteuses d'espoir qui peuvent nous inspirer dans nos propres luttes. ●

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- ASTRUC, Lionel, *Vandana Shiva. Victoires d'une Indienne contre le pillage de la biodiversité*, Mens, Terre vivante, 2011.
- BOISVERT, Mathieu, *Un monde de religions : les traditions de l'Inde*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1996.
- DELIÈGE, Robert, *Les castes en Inde aujourd'hui*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004.
- DUSSAULT, Andrée-Marie, *Voyage dans l'Inde des Indiennes*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2013.
- GRANGER, Serge, JAFFRELOT, Christophe, BATES, Karine et BOISVERT, Mathieu (dir.), *L'Inde et ses avatars. Pluralités d'une puissance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013.
- JAFFRELOT, Christophe, *Inde : l'envers de la puissance. Inégalités et Révoltes*, Paris, Presses du CNRS, 2012.

- JOHN, Mary E. (dir), *Enjeux contemporains du féminisme indien*, Paris, FMSH éditions, 2002.
- NANDY, Ashis, *L'Ennemi intime. Perte de soi et retour à soi sous le colonialisme*, Paris, Fayard, 2007.
- ROY, Arundathi, *Le coût de la vie*, Paris, Gallimard, 1999.
- SEN, Amartya, *L'Inde. Histoire, culture et identité*, Paris, Odile Jacob, 2007.

ARTICLES ET REVUES

- Alternatives Sud*, dossier « L'Inde : une modernité controversée », vol. XVIII, n° 3, 2011.
- Le Monde diplomatique*, dossier « Inde : un géant aux urnes », n° 722, mai 2014.
- Les Cahiers de la solidarité*, [en ligne] dossier « L'Inde en mouvement[s] : radiographie des acteurs sociaux », Centre de recherche et d'information pour le développement, novembre 2004.
- Manière de voir*, dossier « Réveil de l'Inde », n° 94, août-septembre 2007.

- Relations*, W. Fernandes, « Les Autochtones marginalisés de l'Inde », n° 758, août 2012; F. Guntipilly, « L'Inde : le sursaut des pauvres », n° 694, août 2004; J.-M. Biron, « Un forum social mondial à saveur indienne », n° 691, mars 2004.

FILMS ET MULTIMÉDIAS

- La marche des gueux, la force libératrice de la non-violence* de François Verlet et Louis Campana, France, 2008.
- Le pays qui n'aimait pas les femmes* de David Muntaner, ARTE, 2013.

SITES WEB

- <cerias.uqam.ca> : Centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora
- <cerium.ca/PRIAS> : Pôle de recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud
- <isdn.org> : Réseau international de solidarité avec les *dalits* (en anglais)
- <sabrang.com> : Organisation de lutte contre les violences intercommunautaires (en anglais)



Poèmes sans âge

TEXTE : MARIE-CÉLIE AGNANT

ILLUSTRATION : RONALD MEVS

Au calendrier des déshérités
 les jours sont immobiles
 rien ne s'émousse rien ne renaît
 Dans cet immense et macabre théâtre
 on joue à guichets fermés
 le spectacle est le même
 les spectateurs aussi
 Les voilà assis, plutôt accroupis
 sommés de laisser leur cerveau au vestiaire
 le même spectacle, dans les mêmes lieux
 la raison recule à l'infini
 Ce mouvement giratoire de l'ignorance défie l'imagina-
 tion
 le carrousel ne s'arrête jamais.

Ne fais plus le compte des mensonges
 ni des badauds ou des sanglots
 ils sont trop nombreux.
 Hume le temps,
 prends le pouls de la nuit
 comme ce vieillard fatigué,
 qui sent venir le bout du chemin
 apprends plutôt ces vestiges
 toutes ces traces au cœur
 tous ces coups de burin
 la sirène mugit.

Dans la clarté de la lune
 sur le trottoir,
 contre les parois
 de la nuit
 une fille sans nom
 offerte dans ses chiffons *made in China*
 se dilue
 dans un sourire artificiel
 plus seule que la girouette au clocher de l'église
 qui a le vent pour compagnon,
 plus seule qu'un arbre, la fille,
 l'arbre jouit de la compagnie des oiseaux.

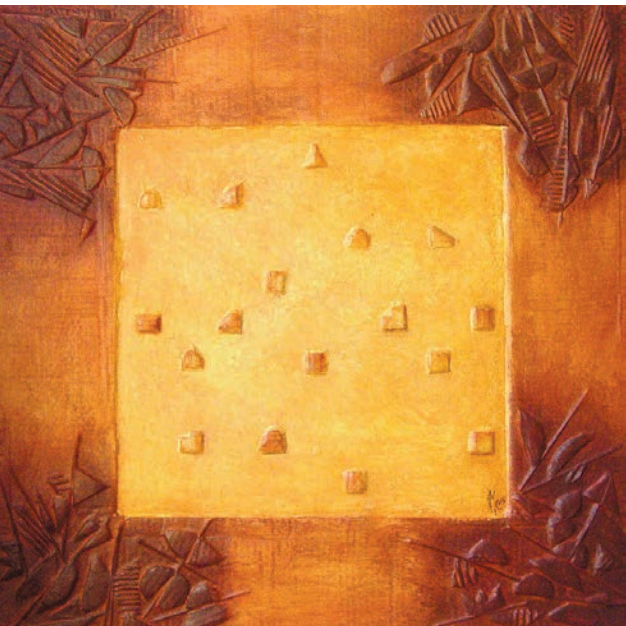
On lui disait
 qu'il n'existait qu'un seul et unique chemin
 celui du désarroi et de l'errance
 lèvres closes,
 elle s'obstinait
 redessinait les mêmes contours
 de la même route
 cherchant obstinément
 loin des taillis
 des bosquets
 où dorment d'un seul œil
 les créatures de l'ombre.
 Mon enfant peut-il être chanson sans musique?
 demandait-elle partout

La déchirure était présente
 son nom, le nom de ses enfants,
 tout cela avait été raturé, gommé.

Elle se souvenait quand même,
 l'absence n'avait pas de prise
 l'oubli n'existait point.

Ses phrases se délitaient, parfois
 ses mots s'émiettaient
 elle parlait quand même.

Sa voix?
 Plus qu'une rumeur sourde
 émergeant du fond des eaux sombres de la mémoire
 son chant, meurtri par le temps
 sa parole jadis prisonnière,
 aujourd'hui rebelle,
 tenaillée par l'urgence
 cherche obstinément,
 dans les décombres d'un pays perdu
 cette langue de lumière
 pour modeler les rêves de ses enfants



Las d'arpenfer
sentiers raboteux
venelles tortueuses
et la géométrie sinistre de cieus pleins de hargne,
tu voudrais partir.

Las de toutes ces saisons démentes
de l'impossible clarté
du silence complice
et des bâillons plus appréciés
que le plaidoyer du poète.

Las de ta terre prise dans les rets
des humiliations séculaires
terre où chaque nouveau-né,
avec la première tétée,
étrenne d'une fiole,
dedans,
ses cendres déjà refroidies.

La révolte à portée de ta bouche,
à portée de tes mains
le cœur
atrophie
tu cherches à savoir
s'il existe un défaut de fabrication
dans le moule
de la dignité.

L'envie de vivre, la tentation du monde
c'est pas pour les chiens, dis-tu,
l'envie de vivre, ni lamentations, ni nostalgie.

L'envie de vivre? Un sang debout!
Entends-tu?
Explosions

ARDEUR

Éblouissements
L'envie de vivre!
Décrocher l'avenir
Passer les portes des terres atteintes d'amnésie
Trébucher dans les sillons de la mémoire
se relever,
confondre douloureusement, et trop souvent
l'aube et le crépuscule
mais poursuivre.
Comme une torche allumée,
ton regard fait
fi des mirages,
des illusions.
Torche allumée
tu voudrais inventer
un autre réveil pour les oiseaux
une autre lumière pour jouer,
innover,
et créer

Serais-je
seras-tu
serions-nous
fugitifs à jamais
prisonniers d'une alchimie
qui transforme tout ce qui respire en valeurs boursières
le corps de tous au plus offrant
le cerveau en écume sans espérance

En quoi se convertit ton corps rivé au mien?
Je te veux Machine! Système! Dispositif! Assemblage! Engin!
Je te veux infallible
Arsenal
Je te veux
Axes, Bielles! Bras, Boulons! Métal Hurlant! Pilonnant! Vis!
Fer! Acier! Épée! Poignard!
Ainsi tu dois être et...
si tu atteins l'éden convoité avant moi
je te tue
et ton cadavre sera vendu au plus offrant

Four Corners II, 2006,
technique mixte



L'Afrique du Sud, de l'apartheid à aujourd'hui

Après deux décennies au pouvoir, l'ANC ne peut blâmer l'apartheid pour tous ses échecs et devra se remettre en question, d'autant que le parti tend à devenir une organisation captatrice de richesses en faveur d'une minorité.

MARIANNE SEVERIN

L'auteure est chercheuse associée au LAM (Les Afriques dans le Monde)/Sciences Po Bordeaux

Fêtant cette année les 20 ans de sa démocratie, l'Afrique du Sud a vécu en même temps sa cinquième campagne électorale démocratique et multiraciale depuis la fin de l'apartheid, en 1994. Cette célébration a également eu une connotation toute particulière puisque Nelson Mandela, une des plus grandes figures de la lutte anti-apartheid et le premier président noir de la toute nouvelle République sud-africaine, est décédé le 5 décembre 2013.

LA SORTIE DU RÉGIME D'APARTHEID

Cette démocratie est née à la suite des accords négociés entre l'ancien gouvernement d'apartheid, dirigé par le Parti national (NP), et le Congrès national africain (ANC) au cours de deux phases importantes. La première, au milieu des années 1980, fut marquée par une violence politique à son apogée et une crise économique majeure, au point où, d'un côté, le régime ne pouvait plus se permettre l'apartheid et, de l'autre, la lutte de libération était à elle seule incapable de renverser le régime. Les deux forces n'eurent pas

d'autre choix que d'entamer des pourparlers secrets qui allaient aboutir à la fin officielle de l'apartheid, à la libération de tous les prisonniers politiques et à la légalisation de tous les partis d'opposition. Durant la seconde phase, entre la fin de 1991 et le début de 1994, les ennemis d'hier négocièrent officiellement ce qui allait devenir la nouvelle Afrique du Sud, avec l'organisation des toutes premières élections démocratiques et multiraciales de l'histoire du pays. La formule consacrée « un homme, une voix » prit tout son sens en avril 1994, avec l'accession au pouvoir de l'ANC, soutenu par la majorité discriminée.

Le contexte aurait pu donner lieu à une confiscation totale du pouvoir politique de la part de l'ANC et à une tentative de revanche au lendemain de sa victoire, ce qui ne fut pas le cas. Pour comprendre ce non-basculement, il faut tenir compte de plusieurs facteurs. D'abord, afin de préserver la minorité blanche, l'ANC fit les compromis nécessaires pour s'assurer un meilleur contrôle des leviers gouvernementaux. Ces concessions eurent toutefois pour effet de saper sa capacité à mettre en place ses premières réformes.

Ensuite, la personnalité « rassurante » de Nelson Mandela y est pour quelque chose, lui qui, comme nouveau chef d'État, cherchait une réconciliation entre tous les Sud-Africains et non une domination d'un groupe identitaire sur un autre. Les partisans du Congrès exprimèrent toutefois très rapidement leur mécontentement, soutenant que les avancées économiques et sociales n'accompagnaient pas la nouvelle liberté politique.

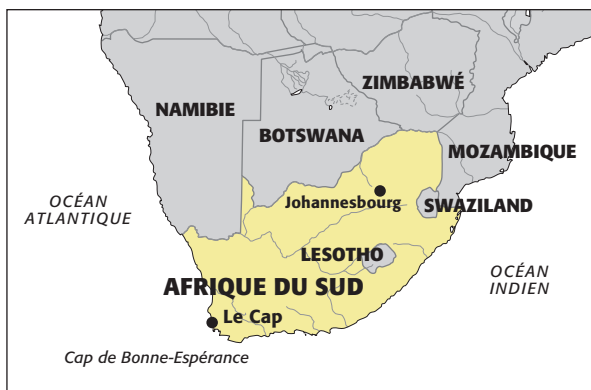
Il faut savoir que le gouvernement sortant avait laissé une dette extérieure

très élevée, dont le remboursement engloutissait 91 % du budget de l'État. Pour y remédier, l'ANC contracta un prêt auprès du Fonds monétaire international (FMI), déjà en cours de négociation à la veille des élections de 1994. Ce mal nécessaire plaça l'ANC dans une position impossible: d'un côté, il renonçait à sa capacité de mener la politique économique « radicale » qu'il avait toujours souhaitée en acceptant les exigences de libéralisation/privatisation imposées par le FMI et, de l'autre, il promettait de restituer les terres détenues à plus de 80 % par la minorité blanche à la majorité noire, qui ne possédait alors que 13 % des terres sud-africaines.

Sans surprise, la minorité blanche se transforma en « entité de blocage » hostile à tout changement, tant dans la sphère économique (qu'elle domine toujours) que dans l'administration, gangrenée par la corruption et refusant toute réforme, freinant ainsi la mise en œuvre des politiques de l'ANC.

Avec l'adoption de la Constitution sud-africaine, en 1996, le Parti national (NP) se retira du gouvernement d'unité nationale pour entrer dans l'opposition parlementaire. L'ANC eut alors le champ libre pour appliquer ses réformes visant à éliminer toutes les inégalités politiques et économiques dont étaient victimes la majorité noire et les communautés indienne et métisse. Il fit ensuite disparaître les derniers vestiges du système d'apartheid subsistant dans plusieurs domaines, notamment la réforme agraire et les systèmes éducatif et judiciaire.

Parallèlement à cette phase de démocratisation, le vice-président d'alors, Thabo Mbeki, profitant du départ du NP, accéléra les réformes néolibérales, davantage en phase avec les directives du FMI qu'avec les orientations traditionnelles de son parti.





UNE SITUATION SOCIALE EXPLOSIVE?

L'apartheid de type socioéconomique perdure : par exemple, les enfants des écoles privées bénéficient d'un enseignement de qualité, alors que leurs camarades de condition beaucoup plus modeste reçoivent une éducation médiocre.

Par ailleurs, la qualité du système de santé qui a été implanté sur tout le territoire varie selon l'importance économique des provinces. La pénurie de personnel qualifié et le manque de transparence dans l'utilisation des fonds ont souvent eu des incidences graves, cela dans un pays où environ 5,5 millions d'habitants vivent avec le VIH/SIDA et ont besoin de programmes antiviraux ainsi que de soins contre la tuberculose.

L'enjeu de la violence est aussi central et concerne en tout premier lieu les personnes les plus fragiles comme les femmes, régulièrement victimes de violence sexuelle dans les townships et les zones rurales. Avec la montée de la pauvreté et du chômage, et malgré la stagnation de la criminalité, le gouvernement est dans l'obligation de mener une politique de prévention et de tolérance-zéro face à la violence.

Ces enjeux sociaux, s'ils ne sont pas considérés par l'État à leur juste mesure, pourraient menacer à terme cette jeune démocratie qui est politiquement stable. À la lumière du résultat des élections du 7 mai dernier, l'ANC – reconduit au pouvoir avec 62% des voix – conserve encore la confiance de la majorité de la population, en dépit d'un contexte économique et social tendu. Accusant une perte d'appuis d'un peu plus de 3% par rapport aux élections précédentes, le parti doit toutefois être conscient qu'il est grandement temps d'accélérer les réformes économiques et sociales en faveur d'«une meilleure vie pour tous», selon son slogan de campagne. ●

Malgré les avancées politiques, les inégalités socioéconomiques persistent en Afrique du Sud, 20 ans après la fin de l'apartheid.
Photo : PC/Schalk van Zuydam

UNE JEUNE DÉMOCRATIE ÉBRANLÉE

Élu président en 1999, Mbeki fut réélu pour un deuxième mandat en 2004 avec une forte majorité au Parlement. L'année suivante toutefois, une opposition interne – composée principalement du Parti communiste sud-africain et du Congrès des syndicats sud-africains, la plus grande confédération syndicale du pays – dénonça son style présidentiel autoritaire et, surtout, sa politique économique libérale contraire aux idéaux de gauche des alliés du gouvernement de l'ANC. Cela conduisit à une véritable rupture au sein de l'ANC lors des élections du parti, en décembre 2007. En effet, Mbeki, à sa tête depuis 1997, fut obligé de suivre les directives de la nouvelle direction assumée par Jacob Zuma.

Lors des quatrièmes élections démocratiques et multiraciales du pays, en 2009, l'ANC a été réélu sans conteste avec près de 66% des voix au Parlement, faisant de Jacob Zuma le troisième président noir du pays. C'était cependant une grave erreur politique des pro-Zuma de penser pouvoir le faire pencher vers des politiques de gauche. Malgré les promesses d'une meilleure administration, Zuma fut vite rattrapé par l'incompétence chronique de certains de ses ministres et par les scandales entachant régulièrement sa réputation déjà ternie.

LA RÉALITÉ SOCIOÉCONOMIQUE

L'Afrique du Sud est considérée comme l'une des puissances économiques du continent africain et comme un pays

émergent au même titre que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Elle a la particularité de représenter deux mondes, le premier correspondant aux standards occidentaux de développement, l'autre étant «un îlot sous-développé» à l'instar de plusieurs pays du continent africain.

D'un côté, son dynamisme économique s'appuie sur des infrastructures sophistiquées (réseaux routier, ferroviaire, électrique efficaces) et sur un système financier stable. Son orthodoxie budgétaire lui a permis de résister à la crise économique mondiale de 2008, bien que celle de la zone euro l'ait fragilisée depuis 2011.

De l'autre côté, l'écart de richesses se creuse avec le développement d'une classe moyenne-supérieure. En effet, l'un des effets pervers du *Black Economic Empowerment*, une politique mise en place sous Mbeki afin d'assurer une répartition plus équitable du capital et des opportunités en faveur des Noirs, est le développement d'une «oligarchie d'affaires africaine» particulièrement proche de l'ANC.

Le pays est aussi miné par un chômage de masse qui atteint officiellement un taux de 25% (40% selon les syndicats) et qui touche principalement la population noire. Un tel taux s'explique par un décalage entre la demande de compétences sur le marché du travail et la qualité de la formation dispensée par le système éducatif sud-africain, qui présente encore d'importantes lacunes. Le pays souffre ainsi d'une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée, pourtant essentielle au développement économique.

RADIO PROGRESO EN DEUIL

Un membre de l'équipe de la station Radio Progreso, un projet des jésuites du Honduras, a été assassiné en avril dernier. Carlos Mejia Orellana, comme d'autres collaborateurs de la radio, avait déjà reçu des menaces de mort. Le directeur de la station, le père Ismael Moreno, a dénoncé le meurtre et demandé la tenue d'une enquête rigoureuse permettant de faire la lumière sur les circonstances du crime et de punir les coupables. Des ONG présentes dans la zone et Reporters sans frontières ont déjà manifesté leur appui à cette demande d'enquête, dans un pays où on assiste à une escalade de violence depuis plusieurs années, en particulier contre des journalistes et des défenseurs des droits humains (à ce sujet, lire I. Moreno, «Du micro de Radio Progreso, au Honduras», *Relations*, n° 736, novembre 2009).

2^E FORUM SOCIAL BAS-LAURENTIEN

Du 19 au 21 septembre 2014 se tiendra la deuxième édition du Forum social bas-laurentien à Saint-Mathieu-de-Rioux, dans la MRC des Basques. Trois ans après une première édition qui a connu un franc succès, les citoyens et acteurs sociaux de la région sont convoqués sous le thème de la cohabitation, de l'intégration et de la cohésion sociale. Ils sont appelés à discuter d'actions concrètes à prendre en ce sens et à renforcer leurs alliances dans certaines luttes, entre autres celle concernant le projet de port pétrolier de TransCanada à Cacouna. La tenue de ce 2^e forum social prolonge une importante tradition de mobilisation sociale dans la région, qui a notamment vu naître les Opérations dignité, contre la fermeture des villages, dans les années 1970. Renseignements : <forumsocialbaslaurentien.org>.

MILITARISME AU CANADA

Le militarisme est au cœur de l'idéologie du gouvernement Harper. Il se déploie à grands frais pendant que l'État délaisse le champ social et affaiblit les institutions et processus démocratiques. Pour outiller la population à mieux comprendre ces enjeux, le Collectif Échec à la guerre a récemment fait paraître une brochure intitulée *La montée inquiétante du militarisme au Canada*. Ce document de 44 pages documente les moyens par lesquels la culture du militarisme s'implante actuellement au Canada et ce que cela signifie. Renseignements et commandes : info@echecalaguerre.org, <echecalaguerre.org>.

DÉTOURNEMENT D'HYDRO-QUÉBEC

Alors que la société d'État souligne cette année les 70 ans de sa création, en 1944, il est bon de se rappeler quelle était sa mission de départ pour voir ce qu'elle est devenue aujourd'hui. Le document d'information «Détournement de mission, le courant avant les profits», préparé par la Coalition non aux hausses, permet de suivre l'évolution du rôle d'Hydro-Québec dans la société québécoise. Créée pour être un outil collectif de maîtrise énergétique et pour assurer un approvisionnement en électricité à la population à un coût stable et raisonnable, la société d'État s'est progressivement transformée en entreprise à vocation commerciale visant à renflouer les coffres de l'État. La hausse constante des tarifs d'hydro-électricité et leur indexation, depuis 2014, s'inscrivent dans cette logique, alors que les profits d'Hydro-Québec se comptent en milliards de dollars. Pour lire le document : <nonauxhausses.org>.

FEMMES AUTOCHTONES DISPARUES

Alors que la Gendarmerie royale du Canada reconnaissait récemment avoir recensé 1186 cas de femmes autochtones assassinées ou disparues au pays, le gouvernement refuse toujours de tenir une enquête publique sur ces crimes au caractère ciblé. Différentes actions sont prévues au cours des prochains mois afin d'exiger une commission d'enquête pan-canadienne qui tienne compte de la réalité des femmes autochtones dans chaque province et de lever le voile sur les discriminations qui permettent cette violence. Femmes autochtones du Québec mène notamment une étude afin de suppléer au manque de données sur la situation au Québec. Des vigiles régionales seront aussi organisées le 4 octobre prochain, en collaboration avec la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes. Renseignements : <ffq.qc.ca> et <faq-qnw.org>.

LE CRIME D'AIDER DES RÉFUGIÉS

Aider des réfugiés peut désormais être considéré comme une infraction criminelle selon la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, dans un jugement rendu dans l'affaire Appulonapa. Cette décision confirme une tendance croissante au Canada et dans d'autres pays, où on tend à voir l'aide aux réfugiés de plus en plus comme un crime contre la souveraineté des frontières. Or, il s'agit d'un devoir moral et d'une obligation légale. Pour le Conseil canadien pour les réfugiés, il est impératif que le droit international et canadien prenne en compte cette réalité, sans quoi il est absurde de prétendre reconnaître le droit fondamental de personnes persécutées de chercher asile. Voir <ccrweb.ca>.

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de septembre-octobre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 19 septembre. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :

L'éducation

Les différentes crises qu'a connues le système d'éducation québécois ces dernières années – et en particulier le printemps étudiant de 2012 – ont révélé de profonds maux qui couvent en son sein. De l'école primaire à l'université, la mise au pas de l'éducation aux logiques néolibérales transforme sa mission, dans une société québécoise qui entretient par ailleurs une relation trouble avec le savoir et la connaissance. Prenant le relais de critiques souvent formulées au cours des dernières années, ce dossier examinera les voies menant à un renouveau de la mission humaniste de l'école, au dépassement des limites de ses cadres organisationnels, sociaux et politiques actuels, ainsi qu'à son rôle de vecteur de transmission d'une histoire et d'un monde communs.



Pierre Pratt

À lire aussi dans ce numéro :

- un débat sur les droits des animaux;
- une analyse de la situation politique en Égypte;
- un bilan de la première année du pape François;
- le nouveau Carnet de Marie-Andrée Lamontagne;
- la nouvelle chronique littéraire de Paul Chamberland, illustrée par Christine Palmieri;
- les œuvres de notre artiste invité, Pierre Pratt.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revuerelations.qc.ca>.



Proposer aujourd'hui
Jésus Christ

DIOCESEMONTREAL.ORG      Faire connaître
à Montréal



Le microcrédit : outil précieux ou arnaque?

Microcrédit, macro-arnaque.

LUCILE DAUMAS

L'auteure est militante
au sein d'ATTAC
Maroc

L'énorme médiatisation du microcrédit, qui a culminé avec l'attribution du prix Nobel de la paix à Muhammad Yunus, a présenté ce secteur financier comme un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Des prêts proposés aux économiquement faibles leur permettraient de monter des microprojets qui les sortiraient de l'indigence. Mais cette image idyllique cache certaines réalités.

Récemment, la Banque mondiale a indiqué que les trois quarts des habitants de la planète vivant avec moins de 2\$ par jour n'ont pas accès aux services bancaires de base. Elle en a donc conclu qu'il était urgent de « bancariser » cette population. Comme si c'était là son seul manque! En quoi une banque va-t-elle lui servir? Sûrement à rien! Mais aux banques? Les pauvres ont certes des revenus insignifiants, mais 2,5 milliards de personnes, cela fait du monde... Les institutions de la microfinance (IMF), spécialisées dans le microcrédit, l'ont bien compris et reconnaissent que bancariser les pauvres est bien un de leurs objectifs. Cela explique la course effrénée de leurs agents de terrain qui prêtent à tout-va, sans vérifier les capacités de remboursement de clients bernés par des promesses mensongères.

MICROCRÉDIT OU PRÊTS USURAIRES?

Loin des « tontines » pratiquées en Afrique et d'autres formes de prêts populaires et autogérés à des taux voisins de zéro, le microcrédit qui prétend s'en inspirer fonctionne avec du capital bon marché revendu à prix fort.

Cela est généralement justifié par des frais de gestion proportionnellement plus importants lorsque les prêts sont petits. Certes, mais c'est oublier que les fonds des IMF proviennent de subventions, de dons et de prêts à taux réduits et que plus les clients sont nombreux, plus les subventions sont importantes (les IMF se livrant à une concurrence impitoyable pour se partager le gâteau). Pour les emprunteurs, les taux d'intérêt sont presque toujours à deux chiffres, pouvant atteindre parfois 50 %, voire plus. Sans parler des pénalités appliquées dès le moindre retard de paiement. Les sommes remboursées peuvent alors dépasser les 300 %, voire 400 % de la somme empruntée!

Les pauvres paient donc leur argent bien plus cher que les riches. Pourtant, ils remboursent bien, selon des conditions particulièrement rigides, la première échéance intervenant bien souvent dès le mois suivant le prêt. Quel projet économique peut générer si vite de tels bénéfices et couvrir de tels taux d'intérêt? Conscientes de cette impasse, de nombreuses IMF dans le monde (j'ai pu le constater au Maroc et en Bolivie, et une abondante littérature l'atteste dans d'autres pays) recourent à des pratiques éhontées pour assurer leurs recouvrements: harcèlement, menaces, saisies, violence. Aucun échelonnement n'est accordé, aucun argument n'est recevable, aucun recours n'est possible. Aussi les suicides sont-ils fréquents, tout comme les abandons de famille, la prostitution ou le retrait des enfants de l'école pour qu'ils contribuent aussi au remboursement de la dette. C'est à ce prix que certaines IMF s'enorgueillissent de taux de recouvrement de 90 %, voire de

99 %, des taux jamais atteints par les banques ordinaires!

Par ailleurs, comment des sommes aussi dérisoires (de 1000 \$ à 5000 \$ en moyenne, parfois moins) permettraient-elles aux familles de sortir de la pauvreté? Comment une micro-entreprise, située dans une zone d'exclusion où le pouvoir d'achat des citoyens est dérisoire, pourrait-elle être rentable? Tout juste permettrait-elle de survivre si les taux d'intérêt et la spirale du surendettement (un crédit servant à rembourser le précédent) ne venaient pas engloutir le maigre bénéfice tiré de l'activité créée – quand il y en a une, car le microcrédit se transforme souvent en crédit à la consommation vite épuisé. Comment blâmer quelqu'un de penser à son repas du jour avant d'envisager celui du lendemain?

LA PAUVRETÉ : UN PROBLÈME PUBLIC

La pauvreté n'est pas seulement monétaire, elle englobe tous les aspects des besoins fondamentaux, ne se réduisant pas à la seule nourriture. Ce ne sont pas quelques centaines de dollars qui régleront le problème, mais des politiques économiques et sociales donnant accès à l'emploi et à des services publics qui répondent aux besoins des citoyens, services par ailleurs menacés un peu partout par des politiques libérales tous azimuts.

Les associations de microcrédit tendent à devenir des banques et les banques s'intéressent de plus en plus au microcrédit, car il est rentable et permet à la finance d'aspirer l'argent des pauvres. Non, le microcrédit n'est décidément pas un outil de lutte contre la pauvreté. ●



Le microcrédit a connu une expansion fulgurante dans le monde au cours des dernières décennies, s'imposant aux yeux de certains comme une solution miracle à la pauvreté. Cet engouement masque toutefois d'importantes dérives et le fait qu'il existe une variété de modèles de microcrédit. Nos auteurs invités font le point sur la question.

Microcrédit et microfinance ne sont pas une arnaque. Ça change le monde!

LOUIS FAVREAU

Lorsqu'on parle de microcrédit, il faut d'abord départager certaines choses, notamment la provenance des fonds qui sont prêtés. Il y a en effet une différence entre les organismes de microcrédit et les institutions de microfinance (IMF) qui prêtent de l'argent venant de banques privées ou d'institutions financières internationales, et ceux qui misent sur une épargne locale qui est ensuite réinvestie dans la collectivité par le biais, entre autres, de micro-prêts.

Cette microfinance solidaire, issue de la mouvance coopérative, est intéressante et questionne la place du privé dans ce secteur et ses taux d'intérêt usuraires. Elle se définit comme une alternative. Au Québec, Développement solidaire international (DSI) et la Caisse d'économie solidaire, deux organisations liées au syndicalisme (la Centrale des syndicats nationaux), sont dans cette mouvance. Bref, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain.

CONTRER LA DÉPENDANCE DES COMMUNAUTÉS

La microfinance solidaire est un outil d'épargne pour le développement. Dans un contexte où les collectivités locales craignent de plus en plus de perdre leur souveraineté sur l'économie de leur territoire en raison de la menace que les multinationales font peser sur elles, l'idée de renforcer une économie de proximité – ancrée dans les territoires, axée sur les besoins et disposant de règles prudentielles – est perçue comme un espoir, notamment parce que cette économie est plus faiblement exposée à la concurrence mondiale.

Au Sud, cette pratique existait depuis longtemps, mais c'est à la fin des années 1990 que le succès du microcrédit a ouvert la porte au développement de la microfinance coopérative, laquelle englobe aujourd'hui toute une gamme de services financiers à destination des collectivités concernées: épargne, crédit, assurances, systèmes de prêts rotatifs¹, fonds d'investissement dédiés aux PME locales, etc. Le besoin lié à cette dynamique: le fait que la majorité des populations concernées manque de patrimoine, de revenus fixes et de relations pour obtenir du crédit. Elles ont néanmoins un droit strict d'accès à des services financiers de proximité. Au Québec, les caisses Desjardins ne sont-elles pas nées de ce besoin-là?

AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ

Comment la microfinance solidaire fonctionne-t-elle concrètement? Un exemple probant: au Sénégal, des familles paysannes obtiennent un prêt auprès de la Caisse rurale de leur organisation, un regroupement paysan (5000 membres exploitant 2050 terres agricoles). Cette caisse a d'abord été mise sur pied en collaboration avec une ONG française, puis a développé un système de prêts rotatifs adossé à un programme de formation (avec un organisme du Québec) qui débouche en fin de parcours sur un prêt. Ce prêt permet aux paysans emprunteurs de se consacrer à temps plein au travail de leur terre ou de démarrer des élevages. L'expérience démontre que le taux de remboursement est généralement très élevé. Plusieurs initiatives du même genre ont essaimé dans le monde.

Certaines des plus engagées dans cette dynamique se sont même donné un dispositif qui les met en réseau, la International Association of Investors in the Social Economy, qui regroupe une cinquantaine d'organisations de finance solidaire présentes dans une trentaine de pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique.

Historiquement, cette microfinance est un des rares outils de développement qui ait été conçu en grande partie dans des pays du Sud. Elle s'est consolidée en lien avec d'autres actions de solidarité internationale, souvent à l'initiative d'ONG, de coopératives ou de syndicats agricoles. Le paysage de la microfinance demeure très varié. Mais plusieurs de ces initiatives, en grandissant, sont devenues de véritables institutions financières locales contrôlées par leurs membres. Aujourd'hui, il n'est pas rare de trouver des IMF financées à hauteur de 75% par du financement local et à 25% seulement par des fonds d'investissement coopératifs ou mixtes (dont le capital provient d'agences de développement international ou de fondations).

La microfinance amène ainsi avec elle un changement du paradigme de la coopération, qui vise à la fonder non pas sur une logique de don, mais aussi sur l'épargne collective et individuelle des uns et des autres pour faire du développement dans des collectivités qui veulent sortir de la seule économie de subsistance. ●

1. Le prêt rotatif est un financement autorisé par une ONG et/ou par une caisse d'épargne et de crédit sous gestion d'organisations locales. Ce prêt permet à une famille ou à un groupe de financer son développement en investissant dans un projet d'entreprise. Le remboursement sert à aider de nouveaux projets.

L'auteur, sociologue, est président du Fonds Solidarité Sud



104,1 FM
Rimouski

100,3 FM
Sherbrooke

89,9 FM
Trois-Rivières

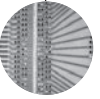
89,3 FM
Victoriaville

1350 AM
Ottawa
Gatineau

LA VOIX QUI NOUS RASSEMBLE

Des émissions quotidiennes qui abordent les grandes questions humaines, spirituelles et sociales.

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
<p>11 h SOCIÉTÉS OUVERTES avec Louise Harel et Michel Rioux</p> 		 <p>11 h MAISONNEUVE À LA UNE avec Pierre Maisonneuve</p>	 <p>11 h PASSION MARCEL avec Marcel Leboeuf</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Six antennes au Québec et en Ontario • Un demi-million d'auditeurs • Une clientèle de choix 	
 <p>12 h MIDI-ACTUALITÉS avec Jean-Philippe Trottier et ses collaborateurs</p>					
<p>17 h LES MÉLOMANES avec Daniel Turp et Alexia Jensen</p> 	 <p>13 h 30 AU GRÉ DU TEMPS avec Armand Dubois</p>	<p>UNE RADIO QUE L'ON ÉCOUTE AVEC ATTENTION!</p>		<p>22 h JAZZ INDIGO avec Gilles Archambault</p> 	 <p>20 h AIRES DE PLAISANCE avec Serge Plaisance</p>



DVD

**ANTICOSTI :
LA CHASSE AU PÉTROLE EXTRÊME**

RÉALISATION : DOMINIC CHAMPAGNE
PRODUCTION : LE BIEN COMMUN INC./
RAPIDE-BLANC
QUÉBEC, 2014, 81 MIN.



Tout ce que l'on sait maintenant sur la fracturation hydraulique, une technique d'extraction du gaz et du pétrole de schiste contestée partout dans le monde, n'empêche pas nos gouvernements de financer des projets d'exploration en quête de ce pétrole sale sur l'île d'Anticosti. Non seulement les réserves pétrolières n'y sont pas prouvées et les risques d'accidents sont élevés pendant la phase exploratoire, mais le projet est lui-même fortement antidémocratique, les Anticostiens ayant été carrément exclus du processus. Aucun membre de la classe politique n'a d'ailleurs mis les pieds sur l'île depuis deux ans.

Avec son premier documentaire, le metteur en scène et militant Dominic Champagne réussit, à la manière de

du Saint-Laurent, Champagne pensait posséder tous les outils rhétoriques pour convaincre facilement les Anticostiens des conséquences de l'exploration pétrolière extrême sur leur territoire. Or, à son arrivée sur l'île, il découvre la complexité des enjeux pour ses 230 habitants, dont la moitié juge que l'exploitation pétrolière est justifiée pour contrer l'exode de la population, travailler, survivre. D'autant que le maire de Port-Menier arbore fièrement le logo de Pétrolia,

et sur la chasse quasi sacrificielle pour se nourrir, paraît en forte contradiction avec une exploitation pétrolière intensive et déconnectée de la nature.

Pour nous le prouver, le documentaire fait un détour par le Dakota du Nord, où des agriculteurs nous montrent les dégâts causés par la fracturation hydraulique en vue de l'extraction du gaz de schiste: des terres auparavant fertiles maintenant stériles, des milieux humides dévastés, une ville désorganisée socialement et économiquement où s'entassent des travailleurs attirés par ce Klondike des hydrocarbures.

«L'effondrement d'une société peut se fonder sur une série de mauvaises décisions dans l'usage de ses ressources», nous rappelle Champagne. À l'heure où la crise écologique est maintenant connue de tous, il est profondément irresponsable d'exploiter une source d'énergie qui bouleverse les conditions permettant l'éclosion et le maintien de la vie. Ce film nous propose, à travers le cas d'Anticosti, d'ex-



Pierre Perrault avec l'Isle-aux-Coudres, à nous faire tomber amoureux d'Anticosti, de ses habitants extraordinairement inventifs, de sa faune et de sa flore uniques, grâce à des images magnifiques d'une nature fragile et giboyeuse. Fous de bassan, cerfs de Virginie, petits animaux de la forêt boréale et saumons des eaux claires et lumineuses: leur présence suffit à elle seule à justifier la non intervention sur l'île. Dominic Champagne, en compagnie de son fils Jules, dénonce la pure folie qui consisterait à continuer dans la voie du pétrole sur la plus grande île du Québec, à l'heure du réchauffement climatique et de la crise écologique.

Militant bien connu contre l'exploitation du gaz de schiste dans la vallée

croisant aux emplois promis et aux milliards que la compagnie fait miroiter à des habitants aux revenus modestes. Ce dilemme d'une petite collectivité, prise entre les arguments liés à sa survie économique locale et son souci de transmettre un milieu de vie viable aux générations futures, Champagne le respectera pleinement en donnant la parole aux opposants et aux défenseurs du pétrole, aux anciens de l'île comme aux jeunes néo-ruraux.

Ce qui frappe à l'écoute des inquiétudes exprimées, c'est l'attachement à un art de vivre insulaire, ancré dans le temps long et étranger à la frénésie qui anime notre continent. Cette manière de vivre ancestrale, fondée entre autres sur des pratiques solidaires de voisinage

plorer notre rapport complexe au pétrole et à ses conséquences dévastatrices pour la pérennité de la vie sur Terre. Champagne réussit à éviter le piège de présenter Anticosti comme une île vierge et sauvage, sorte de domaine paradisiaque à préserver des êtres humains. C'est plutôt le rapport des habitants à leur territoire qui doit être protégé et qui donne un sens à ce que le sociologue Gilles Gagné, interrogé dans le film, nomme «l'habitation du monde». Car une nature sous haute protection pourrait devenir dans quelques décennies, on le craint, une destination exotique pour l'élite financière globale.

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

LES ORANGES PRESSÉES

VOTRE
RÉVEILLE-MATIN
MONTRÉALAIS

En semaine de 6h à 9h

Julien Poirier-Malo
et son équipe

Co-animation et chronique Émilie Lamine

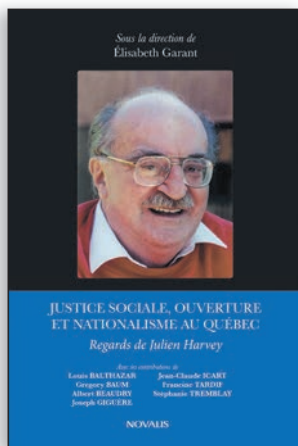
CBI 101,5

www.cibl1015.com

101,5 FM ou illico chaîne 574

LES ÉCRITS DE JULIEN HARVEY

Élisabeth Garant (dir.)
**JUSTICE SOCIALE, OUVERTURE
ET NATIONALISME AU QUÉBEC.**
REGARDS DE JULIEN HARVEY
Montréal, Novalis, 2013, 294 p.



En 2013, le Centre justice et foi (CJF) fêtait ses 30 ans. Son fondateur, Julien Harvey, est décédé en 1998, il y a donc 15 ans. Ce double anniversaire a incité la directrice du Centre, Élisabeth Garant, à publier cet ouvrage qui regroupe principalement des textes de Julien Harvey, accompagnés de contributions d'autres auteurs portant sur sa pensée. La recherche et, pourrait-on dire, la construction du volume, sont l'œuvre de Stéphanie Tremblay, récipiendaire de la Bourse Bertrand du CJF et véritable pilier de ce projet.

L'ouvrage est organisé autour de trois thèmes fondamentaux de la pensée de Harvey: l'exclusion sociale, le vivre-ensemble et le nationalisme territorial au Québec. Dans la première section, on retrouve l'esprit qui animait Julien Harvey, son option préférentielle pour les pauvres, sa recherche de sources solides pour articuler sa pensée et porter un jugement circonstancié, de même que son souci constant d'offrir des pistes d'action. L'article «L'aide sociale dans une société responsable» (1985) est particulièrement éclairant à cet égard.

En 1987, Julien Harvey avait présenté à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale un mémoire dans lequel il s'inquiétait que l'immigration accrue ne défavorise les pauvres. Il recommandait de développer un modèle d'intégration fondé sur la convergence culturelle plutôt que sur le multiculturalisme afin de préserver la culture québécoise et la langue française. Le traitement médiatique de son intervention avait laissé l'impression d'une position xénophobe et timorée, ce qui l'a obligé à préciser sa pensée. Sur ce point, il ne cessera de le faire jusqu'à sa mort, comme en témoignent les articles de la section sur le

vivre-ensemble. On y retrouve, entre autres, un texte –très audacieux pour l'époque– sur la laïcité scolaire, paru dans *Relations* en 1992. La synthèse de la pensée de Julien Harvey autour de la notion de culture publique commune, offerte par Stéphanie Tremblay à la fin de cette section, est un bijou de précision et de clarté qui permet d'en saisir encore toute la pertinence 20 ans plus tard.

La troisième section aborde le nationalisme québécois. Comme bien d'autres de sa génération, Julien Harvey est passé d'un nationalisme identitaire canadien-français à un nationalisme territorial qui postule l'indépendance du Québec. Parmi les articles sur cette thématique, soulignons celui paru dans le 500^e numéro de *Relations* (mai 1984), où il trace la généalogie de «l'indispensable nationalisme québécois», ou encore «Québec souverain et Parti québécois» (*Relations*, novembre 1988), très actuel, où il aborde la tension cruciale entre le désir de gouverner, cher à tout parti politique, et l'option indépendantiste.

Un article de Julien Harvey sur les valeurs chrétiennes, paru dans un ouvrage collectif (*Le nouveau défi des valeurs*, HMH, 1969), sert d'épilogue au livre. Il s'agit d'un texte à caractère théologique, très robuste et bien construit. Après avoir évoqué l'ère du soupçon par rapport à Dieu (Nietzsche), à l'histoire (Marx) et à soi (Freud), il affirme: «Pour la première fois dans l'histoire, nous nous libérons de la contrainte du cosmos» (p. 264). Dans ce monde nouveau, il nous appartient de construire notre monde et nous-mêmes, en tant que croyants, acquiesçant à la sécularisation «née de la foi chrétienne» (p. 266). Ce «croyant, plus

lucide que jamais, est aussi plus modeste que jamais, plus conscient que jamais de ne se réaliser définitivement lui-même que dans ce que Newman appelait magnifiquement un abandon, un *surrender* à un absolu qui a voulu l'avoir comme frère» (p. 273).

Un article signé Albert Beaudry, directeur de *Relations* de 1980 à 1988, clôt l'ouvrage, traçant le portrait spirituel de Julien Harvey au sein de la grande tradition jésuite. Contemplatif dans l'action, il associait la liberté et le défi de penser le vivre-ensemble avec la solidarité avec les pauvres.

Au final, il s'agit d'un livre précieux, d'une part parce qu'il regroupe des articles dispersés de grande valeur, d'autre part parce que la pensée de Julien Harvey sur la justice, la culture et le nationalisme garde toute sa pertinence.

ANDRÉ BEAUCHAMP

UNE BD ROMAN EXPLOSIVE

Alexis Horellou et Delphine Le Lay
**PLOGOFF. UN COMBAT ANTINU-
CLÉAIRE POUR DEMAIN**
Paris, Éditions Delcourt, 2013, 192 p.

L'histoire racontée dans cette BD roman commence par la division d'un noyau d'atome en plusieurs nucléides dont la transmutation est déclenchée par un bombardement de neutrons. La réaction libère une énorme quantité d'énergie. Et ça fait boum.

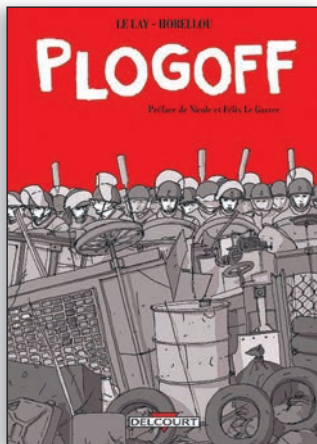
En France, le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing décide de tirer profit de cette atomisation. En 1978, il souhaite installer une centrale nucléaire à Plogoff, une paisible commune de l'ouest de la Bretagne. On estime probablement que le petit nombre d'habitants de ce bout du monde ne s'en souciera guère. Mais ça fait boum.

La mobilisation populaire contre ce projet prend racine dans les chaumières, le bistrot du village, le marché, la mairie. Mois après mois, année



après année, elle s'accroît autant que le silence des autorités sur les risques du nucléaire, dont les conséquences sont considérées quasi irrémédiables en cas d'accident. La mobilisation décuple au moment où Paris lâche la bombe nommée «enquête d'utilité publique». Les irréductibles Plogoffistes se transmutent alors en fieffés révoltés. Sept escadrons de gendarmes sont alors réquisitionnés pour les maîtriser, un hélicoptère les surveille en permanence, des grenades incapacitantes sont employées en grand nombre contre des femmes et des personnes âgées. Et ça fait vlan.

La scénariste Delphine Le Lay a grandi à 30 km de Plogoff. Elle et le dessinateur Alexis Horrellou écoutent la radio quand survient l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, au Japon. Et ça fait boum dans leur tête. À l'aide notamment des témoignages de Nicole et Félix Le Garrec, qui avaient



tourné le documentaire *Plogoff, des pierres contre des fusils*, Le Lay et Horrellou replongent dans les pires tourments qu'ait connus le cap Sizun et décident de raconter, par le neuvième art, la lutte victorieuse de ce petit village breton contre l'envahisseur atomique.

Si leur BD roman en noir et blanc commence paisiblement, à l'image de la presqu'île où le quotidien est dépeint magnifiquement grâce aux tracés tranquilles d'Horrellou, la situation s'envenime rapidement à coup de barrages et d'altercations avec les différents pouvoirs. Truffé de dialogues sans phylactères, l'ouvrage arrive à

rendre la tension constante que les villageois ont supportée dignement pendant trois ans. La plume ingénue de Le Lay témoigne de l'organisation d'une résistance antigouvernementale, racontant les manifestations pacifiques, les rencontres politiques, les procès des militants arrêtés lors d'affrontements, et même les cours théoriques sur le nucléaire.

En 1981, l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialiste de François Mitterrand mettra un terme au projet de centrale, conformément à une promesse électorale. L'histoire finira donc plutôt bien pour les habitants de Plogoff. Et leur combat a fait des petits.

Véritable petit manuel pour le militant néophyte antinucléaire, *Plogoff* sert avant tout une belle leçon d'humanité. Le noyau des résistants, bombardé par l'optimisme naïf des pouvoirs modernistes, sans se fissurer, libère néanmoins une énergie singulière et contagieuse. Cette dernière

L'Inde et ses avatars
PLURALITÉS D'UNE PUISSANCE
Serge Granger, Karine Bates,
Mathieu Boisvert et Christophe Jaffrelot
Les Presses de l'Université de Montréal

DÉCOUVRIR LE MONDE

« Un collectif extraordinaire qui fait le tour de la société indienne sous tous ses aspects. »
— CATHERINE PERRIN et MICHEL LABRECQUE, Radio-Canada

DISPONIBLE EN VERSION NUMÉRIQUE À **50%** DU PRIX PAPIER

Les Presses de l'Université de Montréal
www.pum.umontreal.ca

Université de Montréal



trouve écho dans les mouvements d'indignation d'hier à aujourd'hui. Enfin, cette BD roman ramène à l'avant-plan une lutte qui, loin d'être obsolète – il suffit de penser à Gentilly-2 et à la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires – constitue un enjeu stratégique et économique on ne peut plus d'actualité.

MARIE-PIER FRAPPIER

LA PACIFISTE ET LE MILITAIRE

Roxanne Bouchard et Patrick Kègle
EN TERRAIN MINÉ.
CORRESPONDANCE EN TEMPS
DE GUERRE
 Montréal, VLB éditeur, 2013, 237 p.

Correspondance improbable mais rencontre féconde: c'est ainsi qu'on pourrait résumer ce livre à la fois dérangeant et stimulant. Un militaire canadien en mission en Afghanistan écrit aux musiciens des Charbonniers de l'enfer pour les remercier d'être pour lui une présence québécoise réconfortante dans cette guerre du bout du monde. La responsable du courrier des Charbonniers répond poliment, tout en rappelant la position pacifiste du groupe. Contre toute attente, un échange de courriels s'amorce, qui conduira les deux correspondants sur des chemins imprévus.

Au moment où le gouvernement Harper fait tout pour revaloriser les forces armées et l'histoire militaire du pays, on aurait pu craindre que ce livre fasse dans le style *human interest*. Mais il va beaucoup plus loin que de mettre un visage concret sur la présence militaire canadienne en Afghanistan. Il interroge les valeurs et les motivations aussi bien de ceux qui croient en la nécessité des armées, et même parfois de la guerre, que de ceux qui s'y opposent. Et donc forcément, il confronte nos propres valeurs et motivations.

Patrick Kègle est d'abord simple soldat à Kaboul en 2004, puis caporal

lors de sa seconde mission à Kandahar en 2009. Il est le neveu de Gilles Kègle, l'infirmier des pauvres très connu à Québec. À travers ses courriels, on découvre la vie quotidienne des militaires sur le terrain, avec ses dangers, sa routine, son ennui, ses doutes, ses petites joies, avec aussi son importante et nécessaire camaraderie entre frères d'armes.

Roxanne Bouchard est professeure de littérature au Cégep de Joliette et écrivaine. Fréquentant les artistes, passionnée de sports et de plein air, elle est comme beaucoup d'intellectuels opposée à la présence militaire du



Canada en Afghanistan. Tout en appréciant et en respectant l'être humain qui lui écrit, elle ne peut s'empêcher de le pousser dans ses derniers retranchements quant à l'utilité de sa mission et la pertinence de la guerre pour faire la paix.

Cela donne un dialogue singulier, où les réalités du terrain tentent de répondre aux arguments arrimés à des principes et des idées. Et malgré cette apparente asymétrie, deux êtres humains communiquent, évoluent et développent une amitié aussi véritable qu'inattendue. Surtout que les échanges ne se limitent pas aux seules questions politico-militaires et sont toujours entrelacés avec les nouvelles ordinaires: vie de couple pour Roxanne, de famille pour Patrick, loisirs ou vacances, carrière professionnelle, état de santé, etc.

Comme cette correspondance s'étend sur presque six ans, avec des interruptions, on a le temps de voir s'approfondir, de part et d'autre, à la fois les doutes et les questionnements. D'autant que les retours de mission sont souvent très difficiles pour les militaires, rimant avec syndrome post-traumatique, réacclimatation familiale, routine militaire sans l'adrénaline, etc. Patrick n'y échappe pas et raconte, après presque trois ans de silence, l'enfer qu'il a dû traverser avant de retrouver suffisamment d'équilibre pour pouvoir envisager de repartir. Mais son couple ne résistera finalement pas à cette seconde mission, écourtée d'ailleurs, en juillet 2009, pour des raisons familiales.

Et c'est sur la toute première rencontre en personne (à quatre, puisque chacun vit une nouvelle relation amoureuse), fin 2009, que le livre s'achève. La vie, comme la réflexion sur l'armée, se poursuivra autrement.

Ce livre, qui se lit facilement puisque les courriels sont courts (rarement plus de trois pages), nous fait découvrir, au-delà des préjugés et des stéréotypes sur le soldat et l'intellectuelle, deux personnalités riches et très attachantes. On n'en sort pas tout à fait indemne.

DOMINIQUE BOISVERT

UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et Martin Papillon (dir.)
LES AUTOCHTONES ET LE QUÉBEC.
DES PREMIERS CONTACTS
AU PLAN NORD
 Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, 405 p.

Cet ouvrage collectif et interdisciplinaire regroupe 22 auteurs dont certains sont des Autochtones (Cloutier, Picard, Lainey), représentant près d'une dizaine de disciplines académiques différentes (histoire, linguistique, philosophie, criminologie, anthropo-



logie, droit, sciences politiques, archéologie). De facture scientifique, il est destiné principalement aux professionnels spécialistes des réalités autochtones ou travaillant avec des Autochtones, mais se veut tout de même accessible pour toute personne s'intéressant de près ou de loin aux Autochtones vivant au Québec.

Cet ouvrage est une porte ouverte sur les « rencontres » (manquées?) entre les Autochtones et les Québécois. En effet, le corps du livre distingue trois types de rencontres : historique (première partie); culturelle, sociale et économique (deuxième partie); politique et juridique (troisième partie). Chacune d'elles propose de nouvelles analyses au sujet de réalités passées et contemporaines vécues au Québec par les Autochtones.

La première partie propose un retour chronologique sur trois grandes périodes historiques : la période pré-coloniale (présence autochtone dans le Sud québécois, conception du passé selon l'oralité, mémoire d'après les *wampum*), la période coloniale (distinctions entre les politiques française et anglaise de colonisation, sources documentaires européennes sur les premiers contacts et création des réserves) et la période postcoloniale (distinctions entre les politiques provinciales et fédérales). Ces fondements historiques réexaminés pavent la voie



à de nouvelles considérations concernant certains des enjeux socioculturels et socioéconomiques les plus prégnants, notamment l'image et la représentation de la figure de l'Autochtone, les langues et la cosmologie vernaculaires, la justice, l'autonomie économique et la vie urbaine. D'autres réalités politiques et juridiques, tout aussi importantes, sont enfin abordées dans une optique plus contemporaine en considérant plus précisément les rapports entre l'État canadien et les décideurs politiques autochtones d'un côté, et la population « civile » dans sa globalité, de l'autre. Il est ici question, pêle-mêle, du traitement constitutionnel des droits ancestraux en fonction de l'enjeu identitaire, des rapports politiques post-crise d'Oka et de ceux institués dans le cadre des traités modernes, du partage des ressources naturelles et des quêtes d'autonomie.

L'organisation thématique des analyses confère une valeur heuristique et pédagogique au propos général de l'ouvrage. La compréhension des réa-

lités contemporaines, et donc, éventuellement, leur explication à autrui, sont favorisées. Le résultat concourt sans aucun doute à élargir une brèche dans l'« impasse » interculturelle dans laquelle les rapports entre Autochtones et Euro-Québécois se sont trouvés, au fil des divers moments où leur histoire s'est croisée. À cet égard, cet ouvrage constitue incontestablement un outil de référence pour mieux saisir leurs différences culturelles, socioéconomiques, politiques, historiques et contemporaines. Mais pour qui?

Les notions de « dialogue » et de « rencontre » qui sont mises en perspective semblent difficilement accessibles aux non-initiés au discours scientifique ou encore aux réalités quotidiennes décrites, soit la majorité des populations autochtones et allochtones. Les enseignements présentés contribuent à une rencontre et à un dialogue plutôt spécialisés que démocratisés, et ce, dans une forme dense et volumineuse. Un effort de vulgarisation aurait certainement contribué à une diffusion plus aisée auprès d'un plus grand nombre de gens. L'effort de faire mieux et vite, car « le temps presse », auquel invite Ghislain Picard dans la préface, aurait été ainsi servi plus adéquatement.

PAUL WATTEZ





ET
SI ON
AVANÇAIT

LE PROGRÈS SOCIAL DÉPEND DE NOUS.

facebook.com/LaCSN | twitter.com/LaCSN



CSN
csn.qc.ca



VOIX PUBLIQUES



L'ÉCOLE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

VOIX PUBLIQUES ÉCOLE D'ÉTÉ **in**



L'ÉCOLE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

INSCRIPTIONS AU ECOLE.INM.QC.CA

@INM_voix

#ee2014



Québec

McGill



LE DEVOIR
Libre de penser



@INM_voix
#ee2014

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE **in**